



Compagnie Commune de Réassurance  
des Etats Membres de la Conférence  
Interafricaine des Marchés d'Assurances

# RAPPORT ANNUEL 2017







**Compagnie Commune de Réassurance  
des Etats Membres de la Conférence  
Interafricaine des Marchés d'Assurances**

# RAPPORT ANNUEL 2017

## RATING

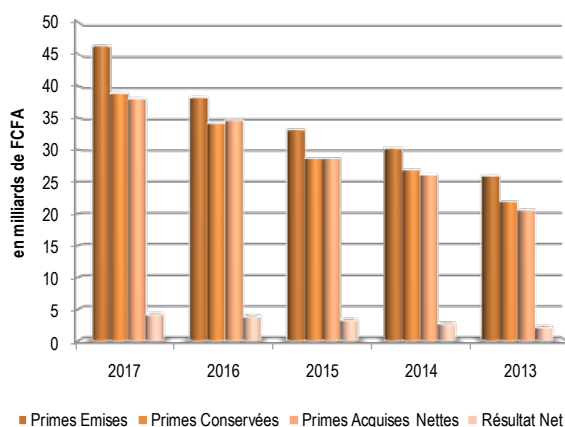
AM Best	GCR
<ul style="list-style-type: none"> <li>Financial Strength Rating (FSR) B</li> <li>Issuer Credit Rating (ICR) bb+</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National (zone CIMA) AA</li> <li>International BB+</li> </ul>

## LES PRINCIPAUX INDICATEURS

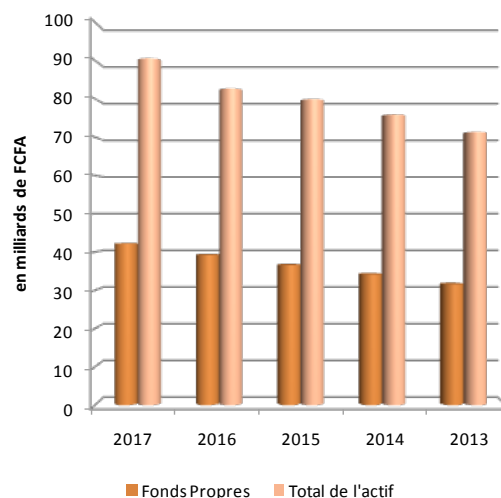
		2017	2016	2015	2014	2013
EXPLOITATION	PRIMES EMISES	46 337	38 229	33 190	30 270	25 937
	PRIMES CONSERVEES	38 884	34 193	28 667	26 889	21 931
	PRIMES ACQUISES NETTES	38 035	34 649	28 659	26 099	20 569
	RESULTAT NET	4 114	3 781	3 240	2 656	2 114
STRUCTURE FINANCIERE	FONDS PROPRES	42 137	39 243	36 582	34 146	31 563
	TOTAL DE L'ACTIF	90 531	82 648	79 896	75 892	71 312

Chiffres en Millions de francs CFA

### Exploitation



### Structure Financière



## TABLE DES MATIERES

<b>I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL</b> .....	<b>9</b>
<b>II. LES OPERATIONS</b> .....	<b>11</b>
<b>A. LES PRODUITS</b> .....	<b>11</b>
1. Le Chiffre d'Affaires .....	11
2. Les Provisions de Primes (chiffres en milliers de FCFA).....	14
3. Les Autres Produits .....	14
<b>B. LES CHARGES</b> .....	<b>14</b>
1. Les Charges de Sinistres .....	14
2. Les Commissions .....	16
3. Les Autres Charges .....	16
4. Le Ratio Combiné .....	16
<b>C. LA RETENTION ET LA RETROCESSION</b> .....	<b>17</b>
<b>D. LES RESULTATS</b> .....	<b>19</b>
1. Les Résultats Techniques .....	19
2. Le Résultat Net de l'Exercice .....	20
3. L'Affectation du Résultat Net .....	20
<b>III. LES PERSPECTIVES</b> .....	<b>21</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>32</b>

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2017



**Mme Prisca Raymonda AMAHEBA KOHO NLEND**

Présidente du Conseil d'Administration  
Administrateur Représentant l'Etat du GABON  
Directrice des Assurances du GABON



**Mamadou DEME**

Administrateur Représentant  
l'Etat du Sénégal  
Directeur des assurances  
du Sénégal



**Bassary TOURE**

Administrateur Représentant  
la BOAD  
Vice-Président de la BOAD



**Karim DIARASSOUBA**

Administrateur Représentant  
l'Etat de Côte d'Ivoire  
Directeur des assurances  
de la Côte d'Ivoire



**Abel Blaise EZO'O ENGOLO**

Administrateur Représentant  
l'Etat du Cameroun  
Directeur des assurances  
du Cameroun



**Ahmadou Abdoulaye  
DIALLO**

Administrateur Représentant  
le groupe FSA et CHANAS  
Assurances  
Directeur Général de FSA



**Moussa DIAW**

Administrateur Représentant  
le groupe « AUTRES  
SOCIÉTÉS d'ASSURANCES »  
Directeur Général de SENRE



**Mamou OUEDRAOGO**

Administrateur Représentant  
l'Etat du Burkina-Faso  
Directrice des Assurances  
du Burkina-Faso



**Roger Boa JOHNSON**

Administrateur Représentant  
les privés ivoiriens  
Directeur Général AXA  
Côte d'Ivoire



**Odon Bolarinwa KOUPAKI**

Administrateur Représentant  
le groupe d'Etats : BENIN et  
CONGO  
Directeur des Assurances  
du BENIN



**Valentin MAYERE  
YOLONGUERE**

Administrateur Représentant  
le groupe d'Etats :  
RCA, MALI, NIGER  
Directeur des Assurances  
de RCA

## DIRECTION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2017



**Jean-Baptiste N. KOUAME**

Directeur Général



**Hippolyte OYOUBA**

Directeur Général Adjoint

## AVANT PROPOS

Le trente quatrième rapport annuel présente l'exercice comptable 2017, décrit les conditions dans lesquelles la Compagnie a évolué et indique les perspectives de développement.

Le chiffre d'affaires 2017 s'établit à 46,337 milliards de FCFA et connaît une hausse de 21,21% par rapport à l'exercice précédent.

Les affaires réalisées en zone CIMA représentent 50,63% du chiffre d'affaires global 2017 contre 50,71% en 2016.

Les cessions légales représentent 18,66% (22,57% en 2016) du chiffre d'affaires et enregistrent une baisse de 3,91 points par rapport à l'exercice précédent. Les conventionnelles qui, l'exercice écoulé, représentaient 77,43% du chiffre d'affaires, s'élèvent en 2017 à 81,34% toutes zones confondues en valeur relative, et enregistrent une hausse de 27,33%.

Le total du bilan s'élève à 90,531 milliards de FCFA contre 82,648 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 7,883 milliards de FCFA en valeur absolue et de 9,54% en valeur relative.

Les résultats techniques des Acceptations brutes atteignent 9,002 milliards de FCFA. Le bénéfice de l'exercice, après déduction des frais généraux et amortissements, et sous l'effet des profits et pertes hors exploitation, s'élève à 4,114 milliards de FCFA contre 3,781 milliards de FCFA en 2016. Il représente 13,71% du capital social.

Ce rapport, dans une première partie, décrit le contexte économique et l'environnement commercial au cours de l'exercice 2017.

Dans une deuxième partie, sous le titre "les opérations", l'exploitation est analysée.

Le rapport donne, en conclusion, un aperçu sur les perspectives de la Compagnie au cours des prochains exercices.



## I LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

Les activités de la Compagnie se sont déroulées dans un contexte de raffermissement de la croissance économique mondiale assorti d'un taux moyen de 3,7 % en 2017 en glissement annuel contre 3,2 % en 2016.

Dans les pays développés, la croissance s'est redressée à 2,3 % en 2017 contre 1,7 % en 2016 tandis que l'inflation a diminué pour se situer à 4,1 % contre 4,3 % en 2016. Les perspectives ont été revues à la hausse par la plupart des institutions financières internationales notamment, après prise en compte des effets attendus de la réforme fiscale américaine.

Dans les pays émergents, la croissance a été plus forte. Le Produit Intérieur Brut obtenu en 2017 dans ces pays représente, selon le FMI, plus de la moitié du produit intérieur brut mondial. Ainsi, en Asie émergente le taux de croissance a atteint 6,5 % en 2017 et une accélération de la croissance est constatée en Inde. L'économie chinoise affiche quant à elle une croissance modérée. A l'échelle de ces Etats, le taux de croissance moyen en glissement annuel est de 4,7 % en 2017 tandis que l'inflation a diminué, passant de 4,3 % en 2016 à 4,1 % en 2017.

En Afrique, la croissance du PIB est estimée à 3 % en 2017 contre 2,2 % en 2016 mais en baisse par rapport aux prévisions initiales de 3,4 %. L'Afrique du Nord avec un taux de croissance de 3,1 % vient en deuxième position après l'Afrique de l'Est qui reste la région à forte croissance, passant de 5,1 % en 2016 à 5,4 % en 2017. Le redressement de l'économie mondiale, la fin de tassement des prix des produits de base intervenus depuis 2014, une demande intérieure soutenue et des investissements publics réguliers dans les infrastructures expliquent cette performance.

En Afrique subsaharienne, après le ralentissement enregistré en 2016, l'année 2017 s'est achevée par des performances économiques plus favorables (taux de croissance du PIB de 2,7 %) soutenue par une forte demande intérieure, une pluviométrie plus propice au secteur agricole et une meilleure gestion macro-économique.

Dans la zone franc constituée essentiellement des pays membres de la CIMA (UEMOA et CEMAC), la situation reste contrastée.

Ainsi, dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 6,7 % en 2017 après 6,6 % en 2016. Cette embellie est portée par la bonne tenue du secteur primaire en rapport avec les effets découlant de la mise en œuvre des programmes de développement agricole dans les Etats membres et le secteur secondaire tiré par les BTP en liaison avec la poursuite des travaux de construction d'infrastructure de base et des industries extractives. La croissance aurait été plus forte sans la crise au Nigéria qui a particulièrement affecté le Benin et le Niger qui ont fait montre de résilience en affichant un taux de croissance respectivement de 5,4 % et de 5,2 %.

En revanche, la mise en œuvre des programmes d'émergence en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal où les taux de croissance ont été les plus élevés évalués respectivement à 8,1 %, 6,9 % et 6,8 % ont permis de soutenir le dynamisme régional.

Le taux d'inflation annuel moyen s'est stabilisé à 0,8 % contre 0,3 % en 2016. La baisse des prix constatée dans le secteur des transports a atténué les effets liés à la hausse des prix des produits alimentaires. Le déficit budgétaire hors dons et le déficit global se sont également stabilisés pour se situer respectivement à 6,7 % et 4,3 % du PIB en 2017 contre 6,3 % et 4,2 % en 2016. L'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal est de 44,4 % contre 43,8 % en 2016, soit une hausse de 0,6 point de pourcentage. La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2017, comparée à celle à fin décembre 2016, est caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des actifs extérieurs nets et des créances intérieures.

Dans les Etats membres de la CEMAC, les chocs pétroliers et sécuritaires auxquels cette communauté fait face ont eu des percussions défavorables sur la situation macro-économique en dépit d'une conjoncture économique internationale favorable. Ainsi, l'activité s'est inscrite dans un contexte marqué au niveau intérieur d'une part, par une baisse des productions de pétrole, de coton grain et de bois en grumes et d'autre part, par une croissance modérée dans le secteur non pétrolier (branches agro pastorale, sylviculture, industries manufacturières et services marchands). Globalement, il en est résulté une stagnation du taux de croissance du PIB de -0,2 % en 2017. Suivant le profil des Etats membres, le Cameroun, la RCA et le Gabon ont connu un ralentissement de la croissance alors que le Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad sont plongés dans une récession depuis 2016 avec des taux de croissance annuel négatifs. Sur le plan de l'évolution du niveau général des prix à la consommation, le taux de l'inflation annuel moyen de la CEMAC a été de 1 % en 2017 contre 1,1 % en 2016.

S'agissant des finances publiques, la gestion budgétaire en 2017 s'est soldée par une réduction du

déficit budgétaire base engagement hors dons qui est revenu à 3,3 % du PIB contre 6,3 % du PIB en 2016 suite aux mesures de consolidation budgétaire mises en place notamment dans le cadre des programmes d'ajustement conclus avec le FMI et dans un contexte de remontée sensible des cours du pétrole brut.

L'encours de la dette extérieure rapporté au PIB a légèrement augmenté, passant de 28,9 % en 2016 à 29,6 % du PIB en 2017. Concomitamment, les ratios du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations ont également augmenté et se sont situés à 17,7 % et 9,1 % en 2017 contre 18,9 % et 10,8 % en 2016. La situation monétaire est contrastée et marquée par un recul des avoirs extérieurs nets du système bancaire, une baisse des crédits à l'économie, un accroissement des créances nettes sur les Etats et une réduction de la masse monétaire.

Tel est le contexte dans lequel la CICA-RE a mené ses activités en 2017. Les résultats obtenus reflètent, dans l'ensemble, les orientations fixées par le Conseil et démontrent que la Compagnie est sur la bonne voie dans sa quête permanente de l'excellence.

## II LES OPERATIONS

### A. LES PRODUITS

#### 1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires brut toutes branches confondues s'est élevé à 46,337 milliards de FCFA contre 38,228 milliards de FCFA en 2016, en hausse de 8,109 milliards de FCFA, soit 21,21%.

La progression du chiffre d'affaires provient entre autres de la hausse des souscriptions Non Vie et VIE, notamment les acceptations suivantes :

- Cessions légales Vie : de FCFA 1,768 milliards en 2016 à FCFA 1,909 milliards en 2017 ;
- Conventiionnelles Traités Vie CIMA : de FCFA 642,415 millions en 2016 à FCFA 1,848 milliards en 2017 ;
- Facultatives Vie CIMA: de FCFA 1,043 milliards en 2016 à FCFA 1,432 milliards en 2017 ;
- Traités Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 1,539 milliards en 2016 à CFA 2,213 milliards en 2017 ;
- Traités conventionnels Non Vie CIMA : de FCFA 2,585 milliards en 2016 à FCFA 4,200 milliards en 2017
- Traités Non Vie hors CIMA Hors Afrique : de FCFA 2,686 milliards. en 2016 à FCFA 8,349 milliards en 2017 ;
- Facultatives Non-vie CIMA de FCFA 6,485 milliards en 2016 à 7,333 milliards en 2017.

Cependant, cette hausse a été atténuée par la régression des souscriptions, des Traités et des facultatives Non vie des zones suivantes :

- Cessions légales Non Vie : de FCFA 6,859 milliards en 2016 à FCFA 6,735 milliards en 2017 ;
- Traités Non Vie Hors CIMA Afrique : de FCFA 5,616 milliards en 2016 à FCFA 4,763 milliards en 2017.
- Facultatives Non-vie Hors CIMA Afrique de FCFA 4,221 milliards en 2016 à 4,162 milliards en 2017.
- Facultatives Non-vie Hors CIMA Hors Afrique de FCFA 4,663 milliards en 2016 à 3,385 milliards en 2017

La figure ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires par exercice comptable.

### Evolution du chiffre d'affaires

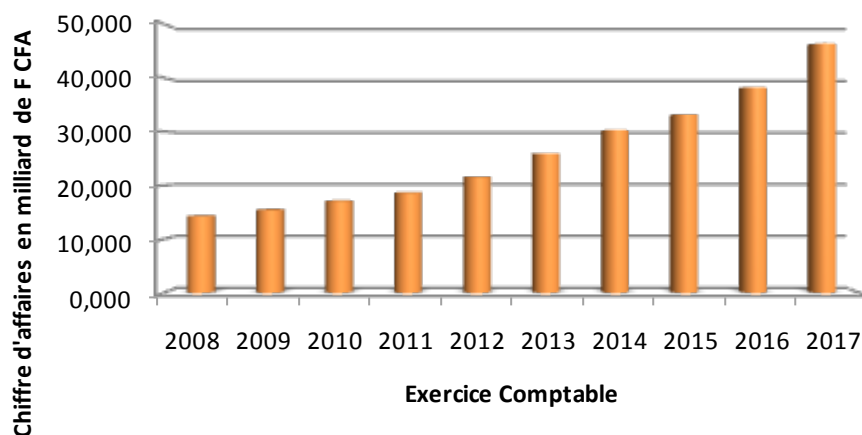


Figure 1. Evolution du chiffre d'affaires par exercice comptable

### a) Répartition du chiffre d'affaires par centre de production

Trois centres de production animent l'activité de la Compagnie : le Bureau Régional d'Abidjan, le Bureau Régional de Douala et le Siège.

CENTRE DE PRODUCTION	2016		2017		Variation % 2017 - 2016	
	Montant	%	Montant	%		
BUREAU REGIONAL DE DOUALA	6 102,45	15,96	5 611,48	12,11	-8,05	
BUREAU REGIONAL D'ABIDJAN	11 173,87	29,23	13 559,48	29,26	21,35	
SIEGE LOME	Non Vie	15 842,66	41,44	19 756,54	42,64	24,70
	Vie	5 109,63	13,37	7 409,07	15,99	45,00
	TOTAL SIEGE	20 952,29	54,81	27 165,61	58,63	29,65
<b>TOTAL</b>	<b>38 228,61</b>	<b>100,00</b>	<b>46 336,57</b>	<b>100,00</b>	<b>21,21</b>	

Tableau 1. Répartition du chiffre d'affaires par centre de production (les chiffres sont en millions de F CFA)

**Le Bureau Régional de Douala** : a enregistré en 2017 une production de 5, 611 milliards de FCFA contre 6,102 milliards de FCFA en 2016 en baisse de 8,05%, et représentant 12,11% du chiffre d'affaires total de la Compagnie.

**Le Bureau Régional d'Abidjan** : le chiffre d'affaires généré par ce centre de production s'est établi en 2017 à 13,559 milliards de FCFA contre 11,173 milliards FCFA en 2016 en hausse de 21, 35%, soit 29,26% du chiffre d'affaires total de la Compagnie.

**Le Siège** : le chiffre d'affaires réalisé par le siège s'établit à 27,166 milliards de FCFA dont 7,409 milliards de FCFA pour la Vie et 19,757 milliards de FCFA au titre de la Non Vie. Il est globalement en hausse de 29,65% et contribue à hauteur de 58,63% au chiffre d'affaires global 2017.

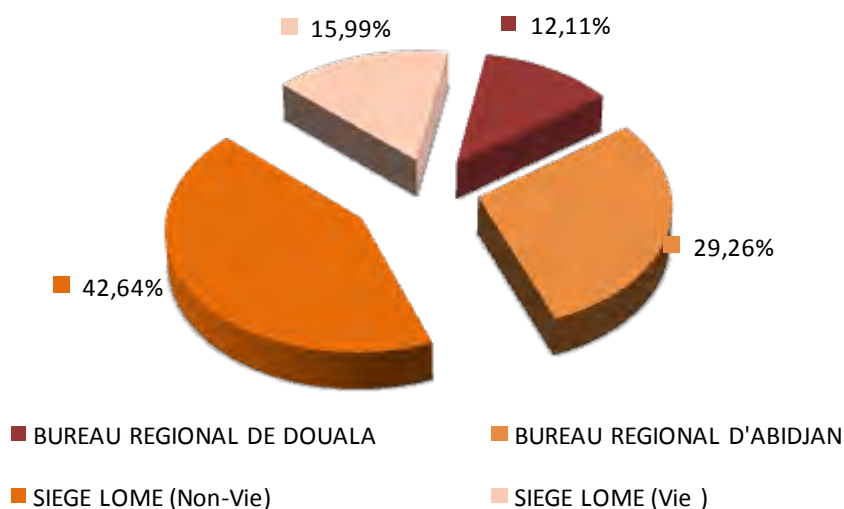


Figure 2. Répartition du chiffre d'affaires 2017 par centre de production

## b) Le chiffre d'affaires par branche

Au cours de l'exercice sous revue, s'agissant de l'activité Non Vie, les branches Incendie, Risques Annexes et Risques Techniques restent dominantes dans le chiffre d'affaires auquel elles ont contribué à hauteur de 31,299 milliards de FCFA. Les branches Automobile et Accident suivent avec 4,093 milliards FCFA. Ces montants représentent respectivement 67,55% et 8,83% du montant total des primes. Les primes générées par les branches Transport - Aviation représentent 7,63% de la production totale.

Quant aux acceptations de la branche Vie, elles s'élèvent à 7,409 milliards de FCFA soit 15,99% du chiffre d'affaires de la Compagnie.

On constate que la plupart des branches enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires sauf les branches Automobile et Accident qui enregistrent une légère baisse de 0,35%.

Branche	2016		2017		Variation % 2017 - 2016
	Montant	%	Montant	%	
Incendie - RA-RT	26 808	70,13	31 299	67,55	18,71%
Transport Aviation Energie	2 203	5,76	3 536	7,63	60,47%
Auto-RCD-AT Accident	4 108	10,75	4 093	8,83	-0,35%
Total NON-Vie	33 119	86,63	38 927	84,01	17,54%
VIE	5 110	13,37	7 409	15,99	45,00%
<b>Total Général</b>	<b>38 229</b>	<b>100,00</b>	<b>46 337</b>	<b>100,00</b>	<b>21,21%</b>

Tableau 2. Chiffre d'affaires 2017 par branche (en millions de F CFA)

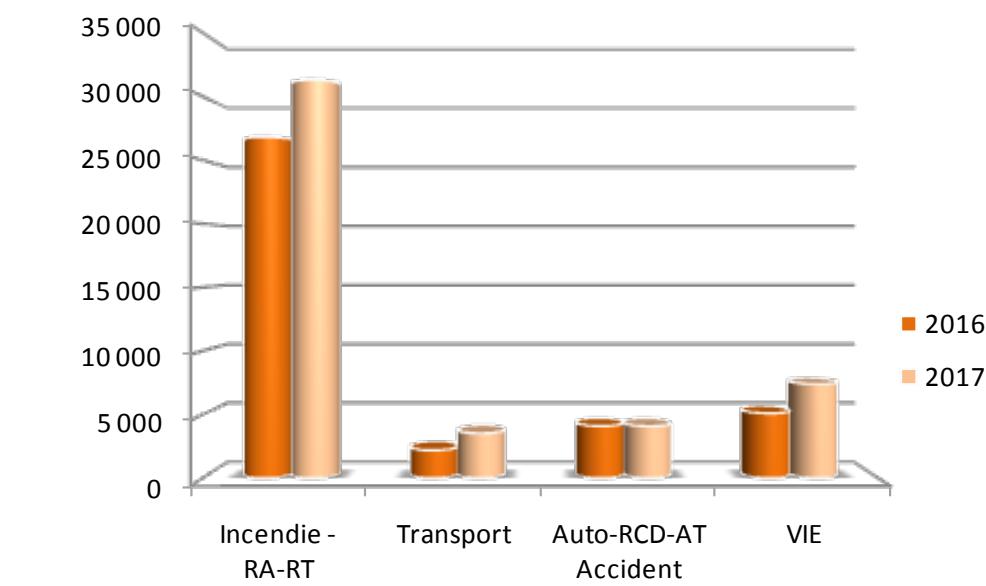


Figure 3. Chiffre d'affaires 2017 par branche d'assurance

## 2. LES PROVISIONS DE PRIMES (chiffres en milliers de FCFA)

Elles comprennent :

Provisions mathématiques de la branche Vie	3 868 450
Provisions de primes des branches élémentaires (Non Vie)	4 709 763
<b>TOTAL</b>	<b>8 578 213</b>

contre 6.734.366 FCFA au 31 décembre 2016, soit une hausse de 27,38%.

## 3. LES AUTRES PRODUITS

Ils se composent comme suit :

Intérêts bancaires	872 527
Intérêts des prêts et autres placements	819 161
Intérêts sur dépôts espèces	389 916
Produits accessoires	6 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 087 605</b>

contre 2.172.289. au 31 décembre 2016 soit une légère baisse de 3,90 %.

Les autres produits représentent 4,51% du chiffre d'affaires et permettent d'amortir 37,17% des frais généraux. Les produits accessoires sont relatifs à l'assistance technique en faveur des cédantes.

## B. LES CHARGES

### 1. LES CHARGES DE SINISTRES

Les charges de sinistres sont composées des sinistres payés et de la variation des provisions de sinistres à la clôture (+) et à l'ouverture (-).

#### a) Les sinistres payés

Ils s'élèvent à FCFA 22,241 milliards au 31 décembre 2017 contre 17,909 milliards au 31 décembre 2016, en hausse de FCFA 4,332 milliards soit 24%.

Les rétrocessionnaires ont participé aux sinistres payés en 2017 pour FCFA 3,085 milliard soit 13,87% contre 1,058 milliard en 2016.

#### b) Les provisions de sinistres à payer au 31 décembre 2017

Les provisions de sinistres à payer sont évaluées à FCFA 30,621 milliards contre 29,640 milliards au 31 décembre 2016. Ces provisions ont été estimées selon les méthodes actuarielles.

Elles se ventilent en :

(En milliers de FCFA)

Provisions SAP Vie	<b>2 725 087</b>
Provisions SAP Non Vie	27 895 563
<b>TOTAL</b>	<b>30 620 650</b>

Sous l'influence de la variation des provisions de sinistres à payer, les sinistres de compétence de l'exercice 2017 s'établissent à FCFA 24,879 milliards contre 19,030 milliards en 2016 en hausse 30,74%. Cette hausse s'explique par l'impact des sinistres majeurs survenus en 2017 principalement en zone CIMA. Les rétrocessionnaires participent à la charge de sinistre de compétence pour FCFA 5,949 milliards soit 23,91% du montant global des sinistres de compétence.

On note que les provisions en monnaie convertie au 31/12/2016 de FCFA 29,641 milliards ont été reprises en 2017 pour un montant de 27,982 milliards soit une variation de FCFA -1,659 milliards imputable à l'évolution du taux de change au 31/12/2017. En effet, dans le concept de la comptabilité pluri monétaires utilisée par la CICA-RE et par la plupart des réassureurs internationaux, les provisions en monnaies originales au 31/12/N sont converties au cours en vigueur au 31/12/N alors que les reprises de ces provisions en monnaies originales sont converties au cours en vigueur au 31/12/N+1.

Le tableau et le graphique ci-après comparent les charges de sinistres et les primes acquises en 2017 et en 2016

c) Les ratios charges de sinistres sur primes acquises (S/P) par branche

BRANCHES	PRIMES ACQUISES 2017	CHARGES DE SINISTRES 2017	TAUX S/P en % 2017	TAUX S/P en % 2016
Incendie RA RT	31 041 284	20 688 789	66,65	51,68
Transports	3 424 836	1 603 950	46,83	54,42
Auto RCD AT Accidents	4 177 982	(385 926)	(9,24)	47,52
TOTAL NON-VIE	38 644 102	21 906 814	56,69	50,99
VIE	5 576 926	2 972 258	53,30	40,55
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>44 221 028</b>	<b>24 879 071</b>	<b>56,26</b>	<b>49,69</b>

Tableau 8. Primes acquises et S/P par branche d'assurance (les chiffres sont en milliers de F CFA)

On constate que le ratio de sinistralité passe à 56,26% en 2017 contre 49,69% en 2016. Cette hausse constatée de la sinistralité est la conséquence directe des sinistres importants survenus en 2017. Néanmoins, ce taux de sinistralité demeure acceptable par rapport aux normes généralement admises. Par ailleurs, le ratio S/P net de rétrocession (49,77%) permet d'améliorer la profitabilité de la société.

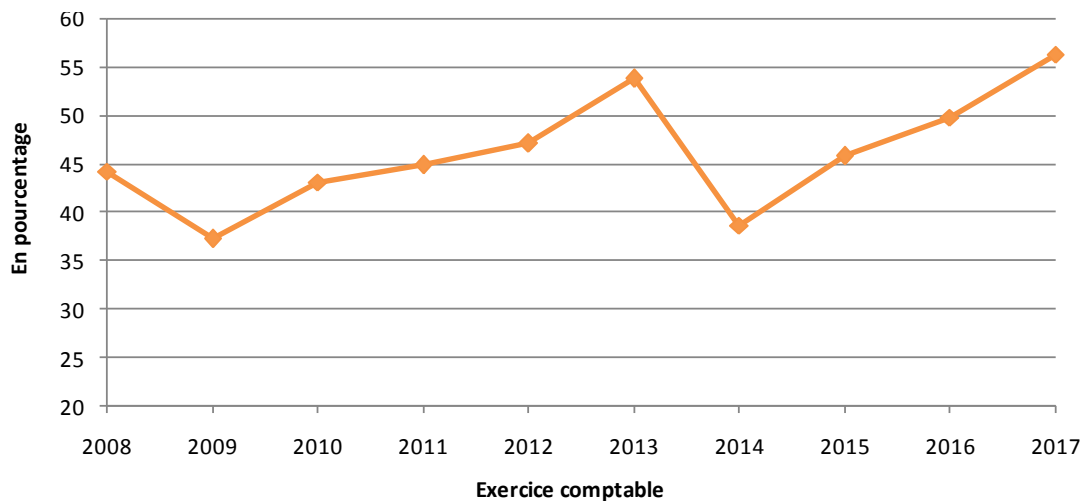


Figure 4. Evolution du ratio S/P de 2008 à 2017

La figure 7 montre que le ratio S/P de la compagnie a évolué, entre 2007 et 2016, de façon maîtrisée avec un minimum de 37% et un maximum de 56%, induisant une sinistralité moyenne de 46,05%.

## 2. LES COMMISSIONS

Les Commissions Vie et Non Vie s'élèvent à FCFA 10,339 milliards au 31 décembre 2017 contre 9,644 milliards au 31 décembre 2016. Elles représentent en moyenne 22,31% du chiffre d'affaires en 2017 contre 25,23% en 2016. La contribution des récessionnaires aux charges de commissions a atteint FCFA 388,991 millions soit 3,76% des commissions totales.

## 3. LES AUTRES CHARGES

Les autres charges de l'exercice 2017 s'élèvent à FCFA 5,616 milliards soit 12,12% du chiffre d'affaires 2017 contre 5,376 milliards en 2016 représentant 14,06% du chiffre d'affaires en 2016. Les autres charges hors dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à FCFA 4,962 milliards soit 87,61% des prévisions budgétaires de FCFA 5,367 milliards, s'analysant en une économie 405 millions de FCFA.

## 4. LE RATIO COMBINE

Le ratio combiné, exprimé en pourcentage des primes acquises, mesure la profitabilité opérationnelle des assureurs et réassureurs. Si ce ratio est supérieur à 100%, le réassureur est techniquement en perte avant le profit réalisé par ses placements. Il s'agit en fait d'un ratio qui tient compte de la sinistralité, des dépenses administratives et des autres frais de gestion. Il est plus pertinent pour les branches Non Vie.



	2016	2017	Variation
Frais de gestion *	4 069 976	4 067 318	2 658
Commissions et courtages	8 450 237	9 084 636	631 743
Charges de sinistres	17 098 215	21 906 814	4 808 599
Charges totales	29 618 428	35 058 768	5 440 340
Primes acquises	33 530 499	38 644 102	5 113 603
<b>Ratio Combiné</b>	<b>88,33%</b>	<b>90,72%</b>	<b>2,39%</b>

\*Hors frais financiers et dotations aux amortissements et provisions

Tableau 9. Ratio Combiné 2016 - 2017 (chiffres en milliers de FCFA)

Le ratio combiné de la CICA-RE, en Non Vie s'élève en 2017 à 90,72% contre 88,33% en 2016, accusant une légère dégradation liée à la hausse de la sinistralité de cette année.

### C. LA RETENTION ET LA RETROCESSION

L'analyse de la rétention et de la rétrocession porte sur les exercices de souscription 2013, 2014, 2015 et 2016 dont les résultats sont connus. Les primes globales rétrocédées par la CICA-RE en 2016 sont de 4,300 milliards contre 4,017 milliards en 2015, soit une hausse en valeur nominale de 7,05%. Ainsi, le pourcentage des primes rétrocédées par rapport aux primes acceptées passe de 12,20% en 2015 à 11,78% en 2016.

Dans le détail :

- La rétrocession CIMA passe de 1,80% des primes acceptées en 2015 à 2,15% en 2016.
- la rétrocession Hors CIMA passe de 10,40 % des primes acceptées en 2015 à 9,63 % en 2016.

En conséquence, les primes globales (CIMA et Hors CIMA), retenues dans la zone CIMA par la CICA-RE, se chiffrent par rapport aux primes acceptées, à :

- 87,68 % soit 23,970 milliards de FCFA en 2013;
- 87,38 % soit 26,358 milliards de FCFA en 2014 ;
- 89,60 % soit 29,505 milliards de FCFA en 2015 ;
- 90,37% soit 32,997 milliards de FCFA en 2016

Les diagrammes et le tableau qui suivent font le point de la répartition des primes acceptées par exercice de souscription en rétrocession d'une année à l'autre.

EXERCICE DE SOUSCRIPTION	MONTANTS				POURCENTAGE			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
<b>A- PRIMES ACCEPTEES</b>	27 338	30 167	32 929	36 513	100,00	100,00	100,00	100,00
<b>B- RETROCESSION</b>	3 712	4 296	4 017	4 300	13,58	14,24	12,20	11,78
B1. RETROCESSION CIMA	344	488	594	784	1,26	1,62	1,80	2,15
B2. RETROCESSION HORS CIMA	3 368	3 808	3 423	3 516	12,32	12,62	10,40	9,63
Hors CIMA sans échange	1 455	2 100	1 845	1 233	43,21	55,14	53,90	35,08
Hors CIMA avec échange	1 913	1 708	1 578	2 283	56,79	44,86	46,10	64,92
<b>C- RETENTION NETTE CICA-RE (A-B)</b>	23 626	25 870	28 911	32 213	86,42	85,76	87,80	88,22
<b>D- RETENTION DANS LES PAYS CIMA (A-B2)</b>	<b>23 970</b>	<b>26 358</b>	<b>29 505</b>	<b>32 997</b>	<b>87,68</b>	<b>87,38</b>	<b>89,60</b>	<b>90,37</b>

Tableau 10. Réention et Rétrocession 2013-2016(les chiffres sont en millions de F CFA)

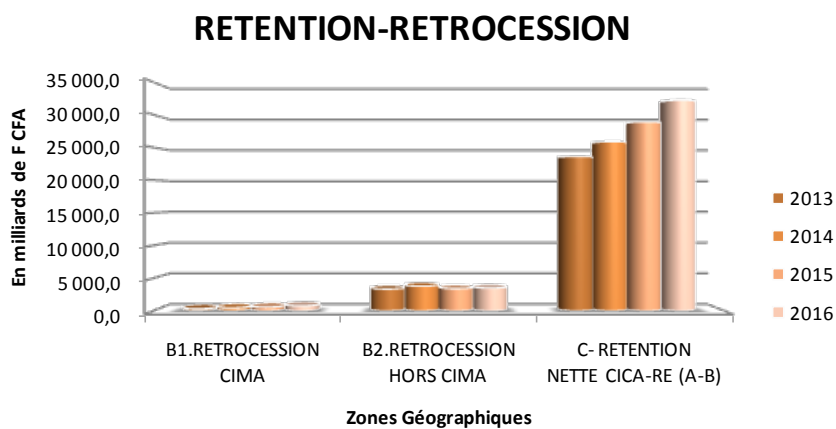


Figure 5. Histogramme réention et rétrocession

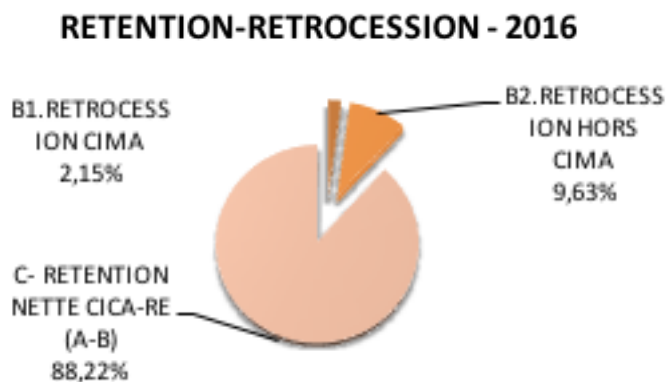


Figure 6. Réention et rétrocession

EXERCICES COMPTABLES	2013	2014	2015	2016	2017
Primes acquises rétrocedées	4 103	3 563	4 481	3 846	6 186
Part dans les charges de sinistres	3 364	-417	2 043	2 647	5 949
Commissions	173	122	243	159	389
Résultat rétrocession	566	3 859	2 195	840	-152

Tableau 11. Résultat de la rétrocession de 2013 à 2017 (les chiffres sont en millions de F CFA)

Les primes acquises rétrocedées en 2017 sont en hausse de 60,84% par rapport à l'exercice 2016. Cette hausse résulte des primes additionnelles 2016 et 2017 liées aux sinistres et des primes d'ajustement 2016 de la rétrocession non-proportionnelle Non Vie.

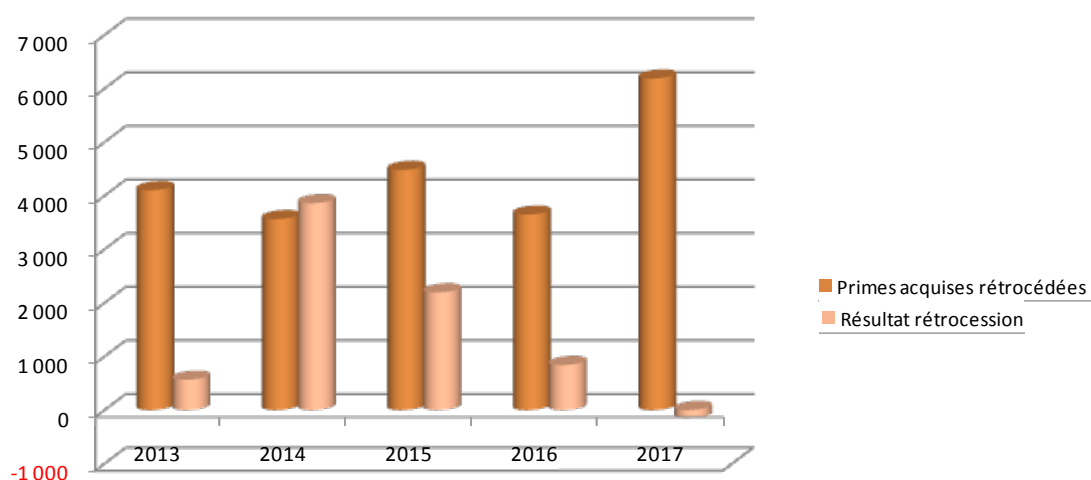


Figure 7. Primes acquises et résultats des rétrocessionnaires de 2013 à 2017

## D. LES RESULTATS

### 1. LES RESULTATS TECHNIQUES

L'exploitation technique de l'exercice 2017 est résumée ci-dessous. Il ressort de ces comptes un résultat technique net de FCFA 9,155 milliards qui s'analyse comme suit :

L'ACCEPTATION (chiffres en milliers de FCFA)

ELEMENTS	NON VIE	VIE	TOTAL
Primes acquises	38 644 102	5 576 926	44 221 028
Sinistres de Compétence	-21 906 814	-2 972 258	-24 879 071
Commissions	-9 084 636	-1 254 843	-10 339 479
Résultat Technique	7 652 652	1 349 826	9 002 478

**LA RETROCESSION** (chiffres en milliers de FCFA)

ELEMENTS	NON VIE	VIE	TOTAL
Primes acquises	-5 745 355	-440 521	-6 185 876
Sinistres de Compétence	4 604 602	1 344 666	5 949 268
Commissions	366 477	22 514	388 991
Résultat Technique	-774 276	926 659	152 383
<b>Résultat Technique Net</b>	<b>6 878 376</b>	<b>2 276 485</b>	<b>9 154 861</b>

Tableau 12. Compte d'exploitation simplifié

**2. LE RESULTAT NET DE L'EXERCICE**

Le résultat d'exploitation générale de l'exercice 2017 est bénéficiaire de FCFA 5,626 milliards. Sous l'effet des profits et des pertes hors exploitation, l'exercice 2017 se solde par un bénéfice de FCFA 4,114 milliards contre 3,781 milliards en 2016. Le résultat net de l'exercice 2017 représente 8,88% du chiffre d'affaires. La rentabilité du capital est ainsi assurée à concurrence de 13,71% en 2017.

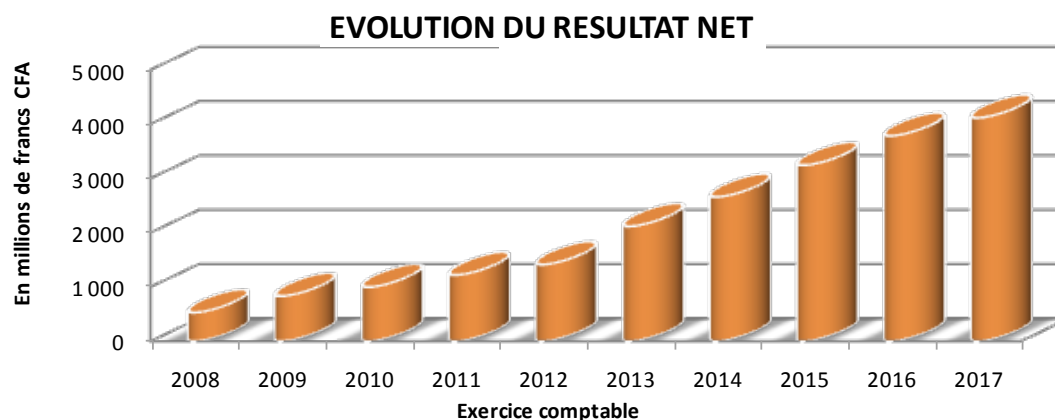


Figure 8. Evolution du résultat net 2008 -2017

**3. L'AFFECTATION DU RESULTAT NET**

Le résultat net de l'exercice 2017 s'élève à FCFA 4 113 881 839.

Le plan stratégique de développement révisé pour la période 2015-2020 prévoit la distribution des dividendes à hauteur de 25% à 50% des bénéfices annuels. En conséquence, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat net comme suit :

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	411 388 184
Réserve facultative	2 442 493 655
Bénéfice à distribuer	1 260 000 000
<b>TOTAL (Résultat Net)</b>	<b>4 113 881 839</b>

Les dividendes à distribuer correspondent à un montant total de 1,260 milliards FCFA soit 30,63% du bénéfice réalisé en 2017. Le dividende par action est fixé à 42 000 FCFA.

### III LES PERSPECTIVES

La politique étrangère des Etats Unis difficilement maîtrisable par ses alliés traditionnels et caractérisée ces derniers temps par son double retrait des Accords sur le climat et sur le développement du programme nucléaire de l'Iran assorti de menaces de sanctions économiques, les divergences avec la Russie sur la crise Syrienne, la décision unilatérale du transfert de l'Ambassade Américaine de Tel Aviv à Jérusalem est source d'incertitude sur la stabilité géopolitique ; avec sans doute des conséquences sur l'économie mondiale, même si le rapprochement avec la Corée du Nord est salué partout dans le monde.

Nonobstant cette situation à laquelle s'ajoutent les actes terroristes perpétrés çà et là sur la planète et la gestion difficile des conséquences du Brexit, les experts de la plupart des institutions financières internationales anticipent une croissance du PIB mondial de 3,9 % en 2018, en relation avec les effets attendus de la réforme fiscale américaine.

Les perspectives économiques mondiales s'améliorent et devraient favoriser la reprise en Afrique où la croissance globale du continent devrait passer à 3,2 % en 2018 et à 3,9 en 2019, reflétant ainsi la reprise dans les principales puissances économiques. La croissance demeurera atone dans les pays exportateurs de pétrole, alors qu'elle devrait repartir modestement dans les pays exportateurs de métaux. La croissance dans les pays dont les économies sont moins tributaires des matières premières devrait rester forte, soutenue par les investissements dans les infrastructures des secteurs de services résilients et le redressement de la production agricole.

En Afrique subsaharienne, les performances réalisées en 2017, soit 2,7 % devraient se confirmer en 2018 au taux de 3,3 % et de 3,5 % en 2019. Toutefois, la montée du risque sécuritaire avec la multiplication des actes terroristes dans la région du Sahel, les défis en matière de développement humain, de l'amélioration de l'environnement des affaires et de l'adaptation au changement climatique auront un impact sur les perspectives.

Dans la zone franc, les perspectives de croissance du PIB sont bien orientées dans les deux zones monétaires (UEMOA et CEMAC).

Ainsi, dans les Etats membres de l'UEMOA, il est attendu un taux de croissance de 6,9 % soutenu par une amélioration des performances de tous les secteurs de l'économie, notamment grâce à une mise en œuvre des plans de développement et d'émergence dans les Etats membres. Les risques précités sont à surveiller.

Les perspectives macro-économiques de la CEMAC pour l'année 2018 sont favorables. Après avoir enregistré une récession en 2017, l'activité se redresserait en 2018 avec un taux de croissance de 1,7 %. Cette dynamique résulterait d'une reprise des activités assortie d'un taux anticipé de 2 % en 2019.

Sur le front de l'inflation, la hausse des prix devrait rester modérée au regard des perspectives de production agricole dans les Etats membres de l'UEMOA. La même tendance serait observée dans la zone CEMAC en moyenne annuelle.

L'effort de réduction du déficit budgétaire dans l'UEMOA devrait continuer en 2018 corrélativement à l'accroissement des recettes fiscales grâce à la poursuite des efforts des Etats membres en faveur d'une meilleure administration des impôts, à l'élargissement de l'assiette et à la maîtrise des dépenses publiques.

Dans la CEMAC, une diminution du déficit budgétaire est prévue avec l'apurement attendu des arriérés de paiement, le désengagement des Etats vis-à-vis du système bancaire.

Sur le plan professionnel, après une croissance continue du marché de la réassurance africaine sur près d'une décennie, les réassureurs font face à un certain nombre de défis parmi lesquels le dépaysement des primes dû en grande partie au fronting en application de certains arrangements commerciaux avec comme corolaire l'amenuisement du volume des primes cédées aux réassureurs locaux, la hausse des fréquences et des coûts moyens des sinistres et leurs effets sur les charges techniques et les ratios combinés.

Malgré ces défis, le marché de la réassurance en Afrique reste attractif ; ce qui incite les réassureurs internationaux et régionaux à y renforcer leur présence à travers l'ouverture des bureaux de représentation ou un partenariat avec les acteurs locaux.

Cet attrait pour le continent africain est conforté par l'absence relative de catastrophes naturelles, le faible taux de pénétration de l'assurance, une sinistralité relativement faible, une classe moyenne en émergence, des besoins importants en infrastructures et industries de base et des cadres législatifs en constante amélioration.

En zone CIMA, zone de prédilection de la CICA RE, le règlement relatif à l'agrément et au contrôle des compagnies de réassurance est entré en vigueur ; de nouvelles dispositions sont prises par le régulateur régional pour encadrer l'application de l'article 308 nouveau en vue d'augmenter la rétention locale des primes d'assurance et de réassurance et favoriser ainsi l'éclosion de Compagnies d'assurances et de réassurance locales de taille appréciable, capables, non seulement, de jouer convenablement leur rôle, mais aussi, de contribuer de manière plus significative au développement des Etats de la zone.

Ces évolutions réglementaires combinées au rating AM BEST et au professionnalisme du personnel devraient permettre à la CICA RE d'atteindre, non seulement les chiffres d'affaires prévus dans le Plan Stratégique de Développement 2009 2020 révisé pour la période 2017 2020, mais aussi, les bons résultats attendus afin de mieux rémunérer les actionnaires qui procèdent actuellement à la libération en numéraire, de la dernière augmentation de capital de 30 à 50 milliards de FCFA décidée le 04 octobre 2017. Les réalisations au 30 avril 2018 tant au niveau du siège que des bureaux régionaux confirment bien la pertinence des hypothèses retenues pour la révision du Plan Stratégique de Développement et laissent entrevoir de bonnes perspectives pour le réassureur communautaire, un réassureur qui rassure.

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

## COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

### Aux actionnaires de la CICA-RE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la CICA-RE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les autres informations prévues par la loi.

### I. AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

#### OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la CICA-RE, comprenant le bilan au 31 décembre 2017, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les notes explicatives aux états financiers.

À notre avis, les états financiers annuels au 31 décembre 2017 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables applicables dans le secteur de la réassurance.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et celles qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités d'éthiques qui nous incombent.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## POINTS CLÉS DE L'AUDIT

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus significatifs lors de l'audit des états financiers de la période sous revue.

Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Points clés de l'audit	Traitement du point clé de l'audit
<b>1. Détermination des provisions techniques</b>	<b>Travaux d'audit</b>
<p>La proportion des provisions techniques par rapport au chiffre d'affaires et l'historique des sinistres en tenant compte de son environnement économique et sectoriel est un indicateur significatif d'appréciation de la solidité et de la capacité d'une compagnie de réassurance à faire face à ces engagements de couverture immédiats et futurs.</p> <p>Les provisions techniques s'élèvent au 31 décembre 2017 à un montant de 39 199 millions FCFA pour un total de bilan- passif de 90 531 millions FCFA, soit 43% du total bilan.</p> <p>Les provisions techniques sont destinées à la prise en charge des sinistres dans le temps. Ces provisions techniques doivent être couvertes par des actifs inscrits au bilan de la Compagnie.</p> <p>La bonne évaluation des provisions techniques permet à la compagnie de réassurance de couvrir les engagements souscrits dans les traités de réassurance et autres engagements résultant des Facultatifs.</p> <p>Une sous estimation de ces provisions exposerait la compagnie à des difficultés de règlements des sinistres, impacterait sa capacité à poursuivre son exploitation et porterait atteinte à son image.</p> <p>L'évaluation des provisions techniques tant pour la branche Vie que pour la branche Non-Vie requiert de la part des administrateurs l'utilisation d'hypothèses et de jugements significatifs ainsi que la mise oeuvre de techniques statistiques et actuarielles complexes.</p> <p>L'audit des provisions techniques est ainsi considéré comme un point clé de l'audit, eu égard à l'importance des montants en jeu.</p>	<p>Nous avons focalisé nos travaux d'audit sur l'évaluation des provisions techniques tant pour la branche Vie que pour la branche Non-Vie en analysant de manière spécifique le modèle d'évaluation, les données statistiques et actuarielles ainsi que les hypothèses clés utilisées par la Direction.</p> <p>Nos diligences comprennent :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'évaluation du contrôle interne régissant le processus d'évaluation des provisions techniques,</li> <li>2. l'examen critique du modèle d'évaluation utilisé par la Direction afin de nous assurer que les provisions techniques ont été évaluées selon la méthode statistique conformément aux règles et méthodes comptables de la CICA-RE,</li> <li>3. la validation des hypothèses et techniques statistiques et actuarielles utilisées pour déterminer les montants des provisions techniques pour les branches Vie et Non-Vie,</li> <li>4. Nous avons fait appel à notre actuaire pour recalculer les montants déterminés par la Direction,</li> <li>5. Nous avons mis à l'épreuve la détermination des :                         <ul style="list-style-type: none"> <li>- Provisions pour sinistres en suspens,</li> <li>- Provisions pour sinistres survenues mais non encore déclarés (Provisions IBNR),</li> <li>- Provisions pour sinistres à payer,</li> <li>- La charge de sinistre de compétence.</li> </ul> </li> <li>6. Nous avons circularisé les cédantes pour nous assurer de l'exhaustivité des sinistres survenues et déclarés,</li> <li>7. Nous avons circularisé les récessionnaires pour rapprocher nos comptes et déterminer l'impact de leurs positions dans la détermination des provisions techniques,</li> <li>8. Nous avons revu l'existence d'actifs tant financiers et immobiliers correspondants au niveau des provisions techniques,</li> </ol>



	<p>9. Nous avons revu les contrôles sur la gouvernance incluant la participation aux réunions importantes qui font partie du processus d'approbation des charges de provisions techniques et, l'appréciation des analyses de la Direction et mis à l'épreuve les actions prises suite aux réunions.</p> <p>Sur la base de nos travaux d'audit, nous avons estimé que la méthodologie de détermination des provisions techniques de la CICA-RE, y compris le modèle, les hypothèses et les données clés utilisées par la Direction et les Administrateurs pour estimer les provisions techniques, sont comparables aux performances historiques et que les provisions techniques déterminées sont appropriées en la circonstance.</p>
<p><b>2. Créances détenues sur les Compagnies cédantes et rétrocessionnaires – et provisionnements</b></p>	<p><b>Travaux d'audit</b></p>
<p>Au 31 décembre 2017, l'encours des compagnies débitrices s'élève à un montant brut de 24 171 millions FCFA, provisionné à hauteur de 4 038 millions FCFA, soit un encours net de 20 133 millions FCFA, représentant 22% du total bilan-Actif.</p> <p>Les provisions sont constatées, sur propositions de la Direction Générale, sur la base des informations récoltées à l'occasion de conseils et assemblées générales de la CIMA et des organismes intervenants dans le secteur de l'assurance et de la réassurance.</p> <p>Les estimations de dépréciation de créances sur les cédantes font l'objet de jugements et d'hypothèses significatifs de la part de la Direction et des Administrateurs.</p> <p>Compte tenu de l'importance des créances détenues sur les cédantes, courtiers et rétrocessionnaires dans les comptes de la CICA-RE et des difficultés éventuelles des cédantes à faire face à leurs obligations, l'audit de ce compte est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons mis l'accent de nos travaux d'audit sur la dépréciation des créances détenues sur les cédantes, les courtiers et rétrocessionnaires, sur la revue des données et hypothèses retenues par la Direction et les Administrateurs. De manière spécifique, notre audit a consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprécier le contrôle interne qui gouverne la constatation de ces créances, leur évaluation et la détermination de leur valeur de réalisation,</li> <li>• Circulariser un échantillon représentatif et rapprocher les données extérieures avec celles de la CICA-RE,</li> <li>• Mettre à l'épreuve les jugements et hypothèses utilisés par la Direction et les Administrateurs pour constater la dépréciation des créances,</li> <li>• Tester un échantillon significatif des créances détenues sur les compagnies cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires,</li> <li>• Analyser et procéder au rapprochement avec le solde de la balance avec les éléments probants ;</li> <li>• Vérifier les rapprochements périodiques de comptes effectués entre la CICA-RE et les compagnies cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires ;</li> <li>• Analyser la cadence des recouvrements de créances restant dues et apprécier le niveau de provisionnement des créances au-delà d'une certaine période.</li> </ul>

	<p>Sur la base des diligences faites sur la validation des soldes des créances détenues sur les cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires, nous estimons que les hypothèses et données utilisées par la Direction et les Administrateurs, pour déterminer la charge de provision y afférente, sont comparables aux performances historiques et que les soldes des créances détenues sur les cédantes, les courtiers et les rétrocessionnaires sont appropriés en la circonstance.</p>
<b>3. Dépôts espèces et sinistres au comptant</b>	<b>Travaux d'audit</b>
<p>Les dépôts espèces sont constitués des retenues effectuées à la source par les compagnies cédantes en vue de faire face aux règlements de sinistres de moindre importance pour le compte de la CICA-RE conformément aux dispositions du code CIMA.</p> <p>Les sinistres au comptant représentent des avances faites au profit des assurés pour soutenir les cédantes.</p> <p>Au 31 décembre 2017, l'encours des dépôts espèces et sinistres au comptant s'élève à un montant brut de 23 584 millions FCFA., soit 26% de total bilan-Actif.</p> <p>La Direction et les Administrateurs recourent à des jugements et hypothèses significatifs pour évaluer le montant des dépôts espèces ainsi que les sinistres au comptant.</p> <p>Les dépôts espèces sont régis par les dispositions du code CIMA et s'imposent aux compagnies de réassurance sans qu'elles n'aient les moyens de leur gestion.</p> <p>Compte tenu de l'importance et la complexité de la tenue de ces montants, l'audit des dépôts espèces et sinistres au comptant est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	<p>L'essentiel de nos tests a consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire une revue des contrôles régissant la génération des dépôts espèces et des sinistres y afférents ;</li> <li>• Circulariser les compagnies cédantes afin de s'assurer qu'elles sont en activité et ainsi confirmer les soldes de la CICA-RE dans leurs livres et les rapprocher avec les soldes de la Compagnie à l'arrêté des comptes ;</li> <li>• Analyser et procéder au rapprochement avec le solde de la balance ;</li> <li>• Vérifier l'exploitation des rapprochements périodiques de comptes entre la CICA-RE et les compagnies cédantes;</li> <li>• Vérifier la correcte évaluation des créances à la suite des rapprochements périodiques entre les parties ;</li> <li>• Effectuer des tests analytiques de vraisemblance et de cohérence pour s'assurer de la réalité des soldes à l'arrêté des comptes ;</li> <li>• Vérifier que des provisions à dû montant ont été constatées en cas de difficultés de la cédante à poursuivre son exploitation.</li> </ul> <p>Nous estimons que les hypothèses et jugements utilisés par la Direction et les Administrateurs sont comparables aux performances historiques et que les soldes des dépôts et sinistres au comptant sont appropriés en la circonstance.</p>

4. Placements et instruments financiers	Travaux d'audit																								
<p>Les placements et instruments financiers s'analysent comme suit :</p>	<p>L'essentiel de nos tests sur les placements et instruments financiers a consisté en la mise en oeuvre des diligences suivantes:</p>																								
<p><i>Montant en millions FCFA</i></p>																									
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Désignation</th> <th>Montant Brut</th> <th>Provisions</th> <th>Montant Net</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Valeurs mobilières</td> <td>6 668</td> <td>-</td> <td>6 668</td> </tr> <tr> <td>Titres de participation</td> <td>1 711</td> <td>30</td> <td>1 681</td> </tr> <tr> <td>Titres de placement</td> <td>1 996</td> <td>477</td> <td>1 519</td> </tr> <tr> <td>Dépôts à terme (DAT)</td> <td>13 116</td> <td>-</td> <td>13 116</td> </tr> <tr> <td><b>Total</b></td> <td><b>23 491</b></td> <td><b>507</b></td> <td><b>22 984</b></td> </tr> </tbody> </table>	Désignation	Montant Brut	Provisions	Montant Net	Valeurs mobilières	6 668	-	6 668	Titres de participation	1 711	30	1 681	Titres de placement	1 996	477	1 519	Dépôts à terme (DAT)	13 116	-	13 116	<b>Total</b>	<b>23 491</b>	<b>507</b>	<b>22 984</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nous avons revu le contrôle interne régissant la comptabilisation des placements et instruments financiers.</li> <li>• Nous avons testé le modèle d'évaluation des provisions pour dépréciation des placements et instruments financiers ainsi que la pertinence des hypothèses et le bien fondé des jugements significatifs utilisés par la Direction et les Administrateurs pour évaluer les placements et instruments financiers.</li> </ul>
Désignation	Montant Brut	Provisions	Montant Net																						
Valeurs mobilières	6 668	-	6 668																						
Titres de participation	1 711	30	1 681																						
Titres de placement	1 996	477	1 519																						
Dépôts à terme (DAT)	13 116	-	13 116																						
<b>Total</b>	<b>23 491</b>	<b>507</b>	<b>22 984</b>																						
<p>Au 31 décembre 2017, l'encours des placements et instruments financiers s'élève à un montant brut de 23 491 millions FCFA, pour une provision de 507 millions FCFA, soit un montant net de 22 984 millions FCFA, représentant 25% de total bilan-Actif.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concernant les titres de participation, nous avons obtenus les états financiers audités des entités dans lesquelles la CICA-RE a des participations pour apprécier leurs performances économiques et financières. Lorsque des états financiers audités ne sont pas disponibles, nous avons utilisé d'autres méthodes d'évaluation, notamment celles des entités comparables par secteur économique d'activité.</li> </ul>																								
<p>La CICA-RE a pris des participations dans certaines compagnies d'assurance et autres entités. La valeur de ces participations peut se déprécier selon les performances économiques et financières de ces cédantes et entités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les titres de placement cotés, nous avons obtenu les valeurs boursières afin d'évaluer leur performance.</li> </ul>																								
<p>La Direction et les Administrateurs font appel à des jugements et hypothèses significatifs pour évaluer les titres de participation à l'arrêté des comptes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les titres de placement non cotés, nous avons utilisé d'autres méthodes d'évaluation, notamment la méthode d'évaluation d'entités comparables par secteur d'activité, pour apprécier leur performance et s'il y a lieu, de considérer la constitution de provision.</li> </ul>																								
<p>La CICA-RE a par ailleurs acquis des titres de placement dont certains sont soit cotés ou non cotés. Il se pose la problématique de la valorisation des titres non cotés à l'arrêté des comptes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concernant les valeurs mobilières de placements, nous avons déterminé que ces valeurs n'avaient pas fait l'objet de moins-value durable pouvant justifier une dépréciation.</li> </ul>																								
<p>Compte tenu de l'importance des placements et instruments financiers au bilan de la CICA-RE et des risques de dépréciation de leurs valeurs, l'audit des placements et instruments financiers est considéré comme un point clé de l'audit.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concernant les dépôts à terme, nous avons circularisé les banques de dépôt et avons validés les documents probants.</li> </ul> <p>Nous estimons que les jugements et hypothèses utilisés par la Direction et les Administrateurs sont comparables avec celles du marché, en accord avec les bonnes pratiques, et que les données clés pour estimer la valeur comptable des placements et instruments financiers, sont appropriées en la circonstance.</p>																								

## RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS VIS-À-VIS DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Les Administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable des compagnies d'assurance et de réassurance de la zone CIMA ainsi que du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de la fraude ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les Administrateurs doivent apprécier la capacité de la Compagnie à poursuivre son exploitation, à rapporter, le cas échéant, les informations relatives à la continuité de l'exploitation et à le faire sur la base de la continuité d'exploitation, à moins que les Administrateurs entendent liquider la Compagnie ou mettre fin à son exploitation, ou qu'ils n'ont d'autres alternatives que de le faire ainsi.

Il incombe au Conseil d'Administration, notamment au Comité d'Audit, de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Compagnie.

## RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES VIS-À-VIS DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISAs), nous exerçons notre jugement professionnel et gardons le scepticisme professionnel tout au long de la mission d'audit. Par ailleurs, nous :

- Identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives des états financiers qu'elles proviennent de la fraude ou qu'elles résultent d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des diligences pour traiter ces risques et, obtenons des éléments probants suffisants et appropriés qui soutiennent le fondement de notre opinion. Le risque de non détection d'anomalies significatives provenant de fraudes est plus élevé que celui résultant d'erreurs, puisque la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions intentionnelles, les fausses déclarations, ou le contournement du contrôle interne.
- Obtenons une compréhension du contrôle interne applicable à l'audit permettant de concevoir des diligences appropriées en la circonstance et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Compagnie.
- Evaluons le caractère approprié des règles et méthodes comptables utilisées ainsi que le caractère raisonnable des estimations comptables faites et les déclarations et informations données en annexes des états financiers par la Direction.
- Concluons sur le caractère approprié de l'utilisation par les Administrateurs du fondement comptable de continuité de l'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, si une incertitude significative existe, due à des événements et conditions qui jettent un doute sérieux sur la capacité de la Compagnie à poursuivre ses activités. Si nous concluons qu'une incertitude significative existe, nous sommes tenus d'attirer l'attention de l'utilisateur des états financiers dans notre rapport d'audit par référence à l'information relayée en annexe aux états financiers ou, si cette information est incomplète, de modifier notre opinion.

- Nos conclusions sont basées sur les évidences obtenues à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des conditions et événements futurs peuvent contraindre la Compagnie à arrêter la poursuite de ses activités.
- Evaluons la présentation générale, l'organisation et le contenu des états financiers, y compris les notes aux états financiers, et si les états financiers présentent les événements et transactions sous-jacents de sorte à leur donner une image fidèle.

Nous communiquons avec les Administrateurs concernant, entre autres, le plan, l'étendue et l'exécution de l'audit, les faiblesses significatives d'audit y compris celles liées au contrôle interne identifiées au cours de l'audit.

Nous fournissons également aux Administrateurs une déclaration que nous avons satisfait aux exigences d'éthique relatives à l'indépendance et, les informons de toutes relations et autres sujets pouvant raisonnablement porter atteinte à notre indépendance et, le cas échéant, les mesures de sauvegarde.

A partir des informations communiquées aux Administrateurs, nous relevons les points les plus significatifs identifiés lors de l'audit des états financiers de l'exercice sous revue qui sont ainsi considérés comme des points clés de l'audit. Nous présentons ces points dans notre rapport d'audit à moins que des dispositions légales ou réglementaires en disposent autrement ou lorsque, dans le cas extrême, nous décidions que le cas ne doit pas être présenté dans notre rapport d'audit en considération de conséquences adverses pouvant raisonnablement nuire à l'intérêt public.

## II. VÉRIFICATIONS ET AUTRES INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion (mais ne comprennent pas les états financiers annuels et notre rapport de commissaire aux comptes sur ces états financiers annuels).

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est de procéder aux vérifications et autres informations spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'anomalie significative dans les vérifications spécifiques et autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Abidjan, le 05 Juin 2018



Moustapha COULIBALY  
Expert Comptable Diplômé  
Commissaire aux comptes

# RAPPORT SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

## COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

### Aux actionnaires de la CICA-RE,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Compagnie, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Selon les dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme du Traité de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêts économique, il s'agit des conventions ci-après :

- toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux adjoints ;
- toute convention entre une société et un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un Administrateur, un Directeur Général, un Directeur Général adjoint ou un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs, le Directeur Général, le Directeur Général adjoint ou un Actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général, Directeur Général Adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante.

Ces conventions doivent être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et avis doit en être donné aux Commissaires aux comptes qui présentent à l'Assemblée un rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de telles conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### 1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Votre Conseil d'Administration n'a porté à notre connaissance aucune convention conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

### 2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE SOUS REVUE

**Administrateur Concerné : Jean Kacou Diagou**

**Nature et Objet**

NSIA Technologies a signé avec la CICA-RE au cours de l'exercice 2014, un contrat pour la mise en place d'un Réseau Privé de Télécommunications par VSAT pour la CICA-RE. NSIA Technologies fait partie du groupe NSIA qui est actionnaire de la CICA-RE et représenté à son Conseil d'Administration par son Président Directeur Général, M. Jean Kacou Diagou, jusqu'en juin 2017 où il a quitté cette fonction.

Par cette convention, les deux parties s'engagent comme suit :

**NSIA Technologies**

NSIA Technologies s'engage, par les présentes, à exécuter toutes ses obligations techniques vis-à-vis de la CICA-RE, notamment celles définies dans le cahier des charges portant sur l'acquisition, l'installation et l'exploitation d'un Réseau Privé de Télécommunication par VSAT pour CICA-RE et, dans les délais spécifiés.

**CICA-RE**

La CICA-RE s'engage à :

- Faciliter l'accès à ses bureaux régionaux à NSIA TECHNOLOGIES,
- Mettre à la disposition de NSIA Technologies toutes les informations et données nécessaires pour la mise en oeuvre du Projet,
- Se conformer au planning de décaissement tel que convenu d'accord parties et joint en annexe du protocole d'accord.

**Modalités financières:**

Le coût du projet revêt deux volets spécifiques :

- L'investissement en équipements (Antennes VSAT et Accessoires et Equipements indirect) : 27 779 000 FCFA ;
- Les coûts récurrents annuels (d'internet, de maintenance et d'interconnexion) : 35 814 000 FCFA.

Abidjan, le 05 Juin 2018



Moustapha COULIBALY  
Expert Comptable Diplômé  
Commissaire aux comptes



CICA-RE

# ANNEXES



- BILAN 2017
- COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE 2017
- COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS 2017
- TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE 2017

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017				
ACTIF	MONTANT BRUT 2017	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT NET 2017	MONTANT* NET 2016
<b>CHARGES IMMOBILISEES</b>	<b>497 362 552</b>	<b>310 442 810</b>	<b>186 919 742</b>	<b>127 532 871</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>9 925 254 422</b>	<b>3 269 314 198</b>	<b>6 655 940 224</b>	<b>6 432 977 987</b>
IMMEUBLES	6 341 170 179	913 424 262	5 427 745 917	5 280 546 993
MATERIEL, MOBILIER, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS	3 074 504 005	2 234 229 303	840 274 702	880 229 119
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	145 048 314	121 660 633	23 387 681	13 684 510
IMMOBILISATIONS EN COURS	364 531 924		364 531 924	258 517 365
<b>AUTRES VALEURS IMMOBILISEES</b>	<b>33 476 884 113</b>	<b>30 543 465</b>	<b>33 446 340 648</b>	<b>29 447 313 303</b>
CREANCES POUR ESPECES DEPOSEES AUPRES DES CEDANTES	20 480 209 907		20 480 209 907	19 395 465 643
FONDS DE GARANTIE POOL ENERGIE ET AVIATION	860 013 544		860 013 544	1 037 240 585
DEPOTS POUR SINISTRES AU COMPTANT	3 103 545 843		3 103 545 843	1 598 830 190
VALEURS MOBILIERES	6 668 031 764		6 668 031 764	5 333 643 998
PRETS	635 934 570		635 934 570	609 653 547
TITRES DE PARTICIPATION	1 711 181 704	30 543 465	1 680 638 239	1 454 512 559
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	17 966 781		17 966 781	17 966 781
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>43 899 501 087</b>	<b>3 610 300 473</b>	<b>40 289 200 614</b>	<b>36 007 824 161</b>
<b>PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</b>				
<b>BRANCHES VIE</b>	<b>2 578 842 422</b>		<b>2 578 842 422</b>	<b>131 468 141</b>
PROVISIONS MATHEMATIQUES	1 195 509 089		1 195 509 089	92 801 041
PROVISIONS DE SINISTRES	1 383 333 333		1 383 333 333	38 667 100
<b>BRANCHES ELEMENTAIRES</b>	<b>8 249 675 955</b>		<b>8 249 675 955</b>	<b>6 565 626 705</b>
PROVISIONS DE PRIMES	502 777 866		502 777 866	338 445 007
PROVISIONS DE SINISTRES	7 746 898 089		7 746 898 089	6 227 181 698
<b>TOTAL PART DES RETROCESSIONNAIRES</b>	<b>10 828 518 377</b>	<b>0</b>	<b>10 828 518 377</b>	<b>6 697 094 846</b>
<b>VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES</b>				
COMPAGNIES DEBITRICES	24 171 006 009	4 038 072 521	20 132 933 488	19 072 386 378
AUTRES DEBITEURS	137 874 556	0	137 874 556	128 376 820
COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)	400 552 358		400 552 358	323 079 503
TITRES DE PLACEMENT	1 995 686 113	476 992 391	1 518 693 722	1 872 475 800
CHEQUES ET COUPONS A ENCAISSER	92 585 731		92 585 731	158 777 331
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	17 122 244 102		17 122 244 102	18 383 959 814
CAISSE	8 282 515		8 282 515	4 268 160
<b>TOTAL VALEURS REALISABLES OU DISPONIBLES</b>	<b>43 928 231 384</b>	<b>4 515 064 912</b>	<b>39 413 166 472</b>	<b>39 943 323 806</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98 656 250 848</b>	<b>8 125 365 385</b>	<b>90 530 885 463</b>	<b>82 648 242 812</b>

<b>BILAN AU 31 DECEMBRE 2017</b>		
<b>PASSIF</b>	<b>MONTANT NET 2017</b>	<b>MONTANT NET 2016</b>
<b>CAPITAL PROPRES ET RESERVES</b>		
CAPITAL SOCIAL	30 000 000 000	20 000 000 000
PRIME D'EMISSION		1 740 600 000
RESERVE LEGALE	2 350 495 317	1 972 385 748
RESERVES FACULTATIVES	2 267 985 937	8 216 713 142
RESERVES POUR CATASTROPHES	858 327 479	901 014 153
REPORT A NOUVEAU		
<b>TOTAL</b>	<b>35 476 808 733</b>	<b>32 830 713 043</b>
<b>RESERVES REGLEMENTEES</b>		
RESERVES POUR FLUCTUATION DE CHANGE		69 655 412
RESERVES POUR FLUCTUATION DE LA SINISTRALITE	2 517 051 361	2 517 051 361
ECARTS SUR CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES ET SUCCURSALES	-3 967 937	
<b>TOTAL</b>	<b>2 513 083 424</b>	<b>2 586 706 773</b>
<b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RECUES</b>	33 180 000	44 240 000
<b>PROVISIONS POUR PERTES ET CHARGES</b>	425 791 985	418 028 956
<b>DETTES A LONG ET MOYEN TERME</b>		
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	6 600 000	6 600 000
DETTES POUR ESPECES DEPOSEES PAR LES RETROCESSIONNAIRES EN REPRESENTATION D'ENGAGEMENTS TECHNIQUES	1 659 767 797	354 725 473
<b>TOTAL</b>	<b>823 594 429</b>	<b>752 782 237</b>
<b>PROVISIONS TECHNIQUES</b>		
<b>BRANCHES VIE</b>	<b>6 593 537 989</b>	<b>3 229 600 156</b>
PROVISIONS MATHEMATIQUES	3 868 450 424	2 041 922 899
PROVISIONS DE SINISTRES	2 725 087 565	1 187 677 257
<b>BRANCHES ELEMENTAIRES</b>	<b>32 605 326 211</b>	<b>33 145 290 819</b>
PROVISIONS DE PRIMES	4 709 762 764	4 692 443 309
PROVISIONS DE SINISTRES	27 895 563 447	28 452 847 510
<b>TOTAL</b>	<b>39 198 864 200</b>	<b>36 374 890 975</b>
<b>DETTES A COURT TERME</b>		
COMPAGNIES CREDITRICES	5 821 068 910	5 298 177 441
CREDITEURS DIVERS	683 552 270	419 466 430
COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)	598 027 363	533 598 031
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	258 942	
<b>TOTAL</b>	<b>7 102 907 485</b>	<b>6 251 241 902</b>
<b>RESULTAT (BENEFICE DE L'EXERCICE)</b>	<b>4 113 881 839</b>	<b>3 781 095 690</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>90 530 885 463</b>	<b>82 648 242 812</b>

COMPTÉ D'EXPLOITATION GÉNÉRALE EXERCICE 2017				
DEBIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETRO-CEDEES	OPERATIONS NETTES 2017	OPERATIONS NETTES 2016
<b>I . BRANCHES VIE (V)</b>				
SINISTRES				
Sinistres réglés	1 397 284 316	0	1 397 284 316	1 709 337 118
à ajouter : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	2 725 087 565	1 383 333 333	1 341 754 232	1 149 010 157
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	1 150 114 356	38 667 100	1 111 447 256	812 868 158
<b>SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 972 257 525</b>	<b>1 344 666 233</b>	<b>1 627 591 292</b>	<b>2 045 479 117</b>
<b>COMMISSIONS ET COURTAGES</b>	<b>1 254 842 831</b>	<b>22 513 780</b>	<b>1 232 329 051</b>	<b>1 134 945 322</b>
<b>II . BRANCHES NON VIE (NV)</b>				
SINISTRES				
Sinistres réglés	20 843 288 074	3 084 833 104	17 758 454 970	15 141 348 270
à ajouter : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	27 895 563 447	7 746 898 089	20 148 665 358	22 225 665 812
à déduire : provisions de sinistres à l'ouverture de l'exercice	26 832 037 749	6 227 129 639	20 604 908 110	23 028 861 094
<b>SINISTRES COMPETENCE DE L'EXERCICE</b>	<b>21 906 813 772</b>	<b>4 604 601 554</b>	<b>17 302 212 218</b>	<b>14 338 152 988</b>
<b>COMMISSIONS ET COURTAGES</b>	<b>9 084 636 237</b>	<b>366 477 442</b>	<b>8 718 158 795</b>	<b>8 350 252 773</b>
<b>III . AUTRES CHARGES</b>				
FRAIS DE PERSONNEL			2 454 753 590	2 488 254 456
TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS			989 386 719	885 332 125
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS			242 604 042	262 944 807
FRAIS DIVERS DE GESTION			1 154 706 138	1 060 274 880
FRAIS FINANCIERS			120 145 054	86 706 390
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			654 473 383	521 828 421
<b>TOTAL AUTRES CHARGES</b>			<b>5 616 068 926</b>	<b>5 376 311 761</b>
<b>RESULTAT : BENEFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b>			<b>5 626 397 239</b>	<b>5 576 259 387</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>40 122 757 521</b>	<b>36 821 401 348</b>

**COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE EXERCICE 2017**

CREDIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETRO-CEDEES	OPERATIONS NETTES 2017	OPERATIONS NETTES 2016
<b>I . BRANCHES VIE (V)</b>				
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	7 409 071 613	1 543 229 053	5 865 842 560	4 871 495 491
à ajouter : provisions mathématiques à l'ouverture de l'exercice	2 036 304 792	92 801 041	1 943 503 751	1 696 748 121
à déduire : provisions de sinistres à la cloture de l'exercice	3 868 450 424	1 195 509 089	2 672 941 335	1 949 121 858
<b>PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE</b>	<b>5 576 925 981</b>	<b>440 521 005</b>	<b>5 136 404 976</b>	<b>4 619 121 754</b>
<b>II . BRANCHES NON VIE (NV)</b>				
à ajouter : provisions de primes à l'ouverture de l'exercice	4 426 370 061	338 445 007	4 087 925 054	5 062 097 044
à déduire : provisions de primes à la cloture de l'exercice	4 709 762 764	502 777 866	4 206 984 898	4 353 998 302
<b>PRIMES ACQUISES A L'EXERCICE</b>	<b>38 644 102 376</b>	<b>5 745 355 097</b>	<b>32 898 747 279</b>	<b>30 029 990 328</b>
<b>III . PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>2 081 605 266</b>	<b>2 171 344 266</b>
INTERETS BANCAIRES			872 527 395	1 045 375 994
INTERETS DES PRETS ET AUTRES REVENUS			819 161 339	803 207 008
INTERETS SUR DEPOTS ESPECES			389 916 532	322 761 264
<b>IV . AUTRES PRODUITS</b>			<b>6 000 000</b>	<b>945 000</b>
PRODUITS ACCESSOIRES			6 000 000	945 000
<b>TOTAL III + IV</b>			<b>2 087 605 266</b>	<b>2 172 289 266</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>40 122 757 521</b>	<b>36 821 401 348</b>

<b>COMPTE GENERAL DE PERTES ET PROFITS EXERCICE 2017</b>		
<b>DEBIT</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Pertes sur exercices antérieurs	133 940 485	62 689 403
Dotations aux provisions HE	886 182 383	1 449 559 277
Pertes de change	224 260 189	122 126 345
Autres pertes exceptionnelles	464 038 037	359 744 602
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>4 113 881 839</b>	<b>3 781 095 690</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 822 302 933</b>	<b>5 775 215 317</b>

<b>CREDIT</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Bénéfice d'exploitation de l'exercice</b>	<b>5 626 397 239</b>	<b>5 576 259 387</b>
Profits sur exercices antérieurs	41 490 626	13 124 455
Reprises de provision HE	120 204 251	108 227 390
Profits de change	10 933 895	9 507 166
Autres profits exceptionnels divers	23 276 922	68 096 919
<b>TOTAL</b>	<b>5 822 302 933</b>	<b>5 775 215 317</b>

	ELÉMENTS	NOTE	2017	2016
	<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION</b>			
	<b>Résultat avant produits &amp; charges financiers, impôts et éléments exceptionnels</b>		<b>3 664 937 027</b>	<b>3 491 621 511</b>
	<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou</i>			
-	Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)		434 790 739	483 909 212
+	Reprises sur provisions		(149 935 280)	(110 016 658)
=	<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>3 949 792 486</b>	<b>3 865 514 065</b>
	<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (r B.F.R.E.) :</b>			
-	Variation des créances d'exploitation		(4 925 159 154)	(3 127 984 034)
+	Variation des dettes d'exploitation		4 889 002 092	(68 544 491)
=	<b>Flux net de trésorerie d'exploitation</b>		<b>3 913 635 424</b>	<b>668 985 540</b>
	Autres encaissements et décaissements liés à l'activité :			
-	Frais financiers		(120 145 054)	(86 706 390)
+	Produits financiers		2 081 605 266	2 171 344 266
-	Charges exceptionnelles liées à l'activité		(1 708 421 094)	(1 994 119 627)
+	Produits exceptionnels liés à l'activité		195 905 694	198 955 930
=	<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)</b>		<b>4 362 580 236</b>	<b>958 459 719</b>
	<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT</b>			
-	Acquisitions d'immobilisations		(4 551 732 135)	(2 287 874 581)
+	Réductions d'immobilisations financières		0	136 747 383
+/-	Variation des autres postes (dettes et créances) relatifs aux immobilisations			
=	<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (B)</b>		<b>(4 551 732 135)</b>	<b>(2 151 127 198)</b>
	<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT</b>			
+	Prime d'émission libérée au cours de la période		0	0
+	Capital libéré au cours de la période		0	0
-	Dividendes versés		(1 135 000 000)	(1 000 000 184)
-	<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</b>		<b>(1 135 000 000)</b>	<b>(1 000 000 184)</b>
	<b>VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)</b>		<b>-1 324 151 899</b>	<b>-2 192 667 663</b>
+	Trésorerie d'ouverture		18 547 005 305	20 739 672 968
=	<b>Trésorerie de clôture</b>		<b>17 222 853 406</b>	<b>18 547 005 305</b>

**36<sup>ème</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DE LA CICA-RE**

## RÉSOLUTIONS

**36<sup>ème</sup> ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DES ACTIONNAIRES DE LA CICA-RE  
28-29 JUIN 2018  
YAOUNDE (REPUBLIQUE DU CAMEROUN)**

=====

**RESOLUTIONS**

**Première Résolution**

***Relative à l'approbation des rapports du Conseil d'Administration  
et du Commissaire aux comptes (exercice 2017)***

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux comptes sur les états financiers et les conventions réglementées, approuve lesdits rapports ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle donne quitus aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2017.

**Deuxième Résolution**

***Relative à l'affectation du résultat***

L'Assemblée Générale Ordinaire, constatant que le bénéfice de l'exercice 2017 s'élève à quatre milliards cent treize millions huit cent quatre vingt un mille huit cent trente neuf (4 113 881 839) FCFA, décide de l'affecter comme suit :

Réserve Légale (1/10 du bénéfice de l'exercice)	411 388 184 FCFA
Réserve facultative	2 442 493 655 FCFA
Bénéfice à distribuer	1 260 000 000 FCFA
	-----
Total	<b>4 113 881 839 FCFA</b>

**Troisième Résolution**

***Relative aux conditions d'exercice des fonctions d'Administrateur***

L'Assemblée Générale Ordinaire, décide de fixer la rémunération globale annuelle du Conseil à un montant de cent cinq millions huit cent vingt mille (105 820 000) FCFA, à effet du 1er janvier 2018, à charge pour le Conseil d'en assurer la répartition.



### **Quatrième Résolution** ***Relative à l'élection d'Administrateur***

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux dispositions de l'article 21.1 de l'Accord Révisé le 04 octobre 2017 à Paris (République Française) portant création de la CICA-RE, élit, en qualité d'Administrateurs, pour un mandat couvrant la période restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs, soit du 30 juin 2018 jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019, les personnes dont les noms suivent :

- Monsieur MAHAMAT IBRAHIM Kossi représentant le groupe d'Etats TOGO-TCHAD ;
- Monsieur BACKY Jules Anicet représentant le groupe d'Etats MALI-RCA-NIGER.

### **Cinquième Résolution** ***Relative à la nomination du Commissaire aux comptes***

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, nomme pour un mandat de trois (03) ans couvrant les exercices 2018, 2019 et 2020 :

- Monsieur Mansour GAYE, associé gérant du Cabinet GRANT THORNTON SENEGAL, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire ;
- Madame Maryse ADOTEVI, associée gérant du Cabinet DELOITTE TOGO, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant.

### **Sixième Résolution** ***Relative à la date et au lieu*** ***de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire***

L'Assemblée Générale a reçu les invitations de la Côte d'Ivoire et du Gabon pour l'organisation des 37<sup>ème</sup> et 38<sup>ème</sup> Assemblée Générale Ordinaire, respectivement à Abidjan et Libreville.

### **Septième Résolution** ***Relative à la motion de remerciement au pays hôte***

L'Assemblée Générale Ordinaire exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Cameroun pour l'accueil, l'hospitalité et toutes les facilités qui ont permis de tenir, avec succès, sa 36<sup>ème</sup> réunion à Yaoundé.

L'Assemblée Générale Ordinaire demande à son Président de transmettre, par l'intermédiaire des Autorités compétentes, au Chef de l'Etat, au Gouvernement et au peuple camerounais, sa gratitude pour le soutien apporté à la CICA-RE et pour la généreuse manifestation de fraternité et d'amitié à l'endroit des participants venus des différents pays.



# ÉCHOS DE LA 36<sup>ème</sup> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



Cérémonie d'ouverture de la 36<sup>ème</sup> Assemblée ordinaire. Photo de famille



Cérémonie d'ouverture. Présidium





*Travaux de la 36<sup>ème</sup> Assemblée Générale ordinaire*



*Diner de gala. Table d'honneur*



*Vue partielle du dîner de gala.*



*Mme NLEND, Directrice des Assurances du Gabon ; Présidente du Conseil d'Administration remettant une attestation à un séminariste*





*Le Directeur général M. KOUAME remettant une attestation à une séminariste*



*Le Directeur des assurances du Cameroun M. EZO'O ENGOLO remettant une attestation à un séminariste*



**Compagnie Commune de Réassurance  
des Etats Membres de la Conférence  
Interafricaine des Marchés d'Assurances**



Compagnie Commune de Réassurance  
des Etats Membres de la Conférence  
Interafricaine des Marchés d'Assurances

# RAPPORT ANNUEL 2017







Joint Reinsurance Company Of Member States Of  
The Inter-African Conference For Insurance Market

# ANNUAL REPORT 2017







Joint Reinsurance Company Of Member States Of  
The Inter-African Conference For Insurance Market

# ANNUAL REPORT 2017

## RATING

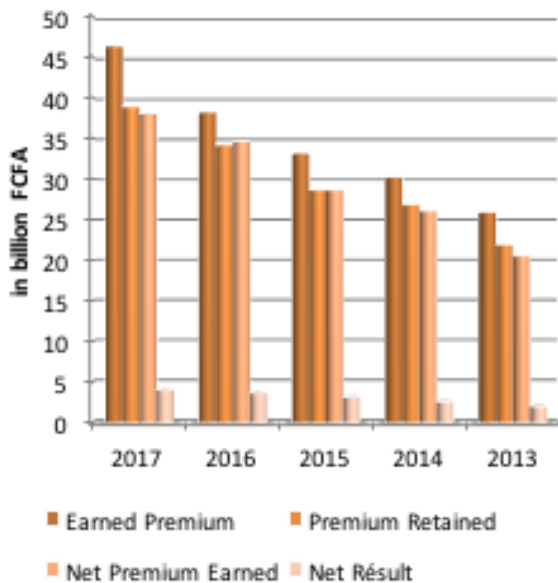
AM Best	GCR
<ul style="list-style-type: none"> <li>Financial Strength Rating (FSR) B</li> <li>Issuer Credit Rating (ICR) bb+</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National (zone CIMA) AA</li> <li>International BB+</li> </ul>

## KEY INDICATORS

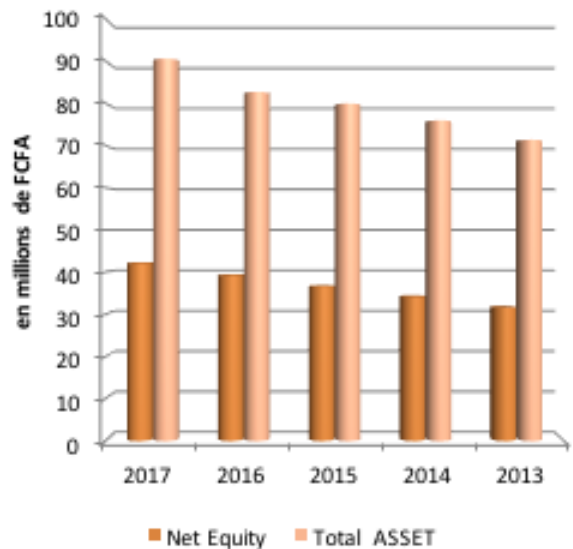
		2017	2016	2015	2014	2013
OPERATIONS	PREMIUM WRITTEN	46 337	38 229	33 190	30 270	25 937
	PREMIUM RETAINED	38 884	34 193	28 667	26 889	21 931
	NET PREMIUM EARNED	38 035	34 649	28 659	26 099	20 569
	NET INCOME	4 114	3 781	3 240	2 656	2 114
FINANCIAL STRUCTURE	EQUITY	42 137	39 243	36 582	34 146	31 563
	TOTAL ASSETS	90 531	82 648	79 896	75 892	71 312

Amounts in Million of F CFA

### Operations



### Financial Structure



## TABLE OF CONTENT

<b>I. ECONOMIC CONTEXT AND COMMERCIAL ENVIRONMENT .....</b>	<b>9</b>
<b>II. OPERATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>A. INCOME .....</b>	<b>11</b>
1. The Turnover .....	11
2. Provisions for Premiums (amounts in Thousand of Fcfa) .....	14
3. Other Income .....	14
<b>B. EXPENSES .....</b>	<b>14</b>
1. Claim Expenses .....	14
2. Commissions .....	16
3. Other Expenses .....	16
4. The Combined Ratio .....	16
<b>C. RETENTION AND RETROCESSION .....</b>	<b>17</b>
<b>D. RESULTS .....</b>	<b>19</b>
1. Technical Results .....	19
2. Net Income for the year .....	20
3. Appropriation of Net Income .....	20
<b>III. OUTLOOK .....</b>	<b>21</b>
 <b>ANNEXES .....</b>	 <b>32</b>

## BOARD OF DIRECTORS AT 31 DECEMBER 2017



**Mrs Prisca Raymonda AMAHEBA KOHO NLEND**

Chairman of the Board Directors  
Director Representing GABON  
Director of insurance



**Mamadou DEME**

Director Representing  
Senegal head of insurance



**Bassary TOURE**

Director Representing BOARD  
Deputy Chairman of BOARD



**Karim DIARASSOUBA**

Director Representing  
Côte d'Ivoire head of insurance



**Abel Blaise  
EZO'O ENGOLO**

Director Representing  
Cameroun head of insurance



**Ahmadou Abdoulaye  
DIALLO**

Director Representing FSA  
and CHANAS Assurances  
Chairman of FSA



**Moussa DIAW**

Director Representing  
« Others Insurance »  
Chairman of SENRE



**Mamou OUEDRAOGO**  
Director Representing  
Burkina-Faso head of insurance



**Roger Boa JOHNSON**  
Director Representing  
the Ivoirian Private Sector  
Chairman of AXA Côte d'Ivoire



**Odon Bolarinwa KOUPAKI**  
Director Representing  
BENIN and CONGO  
Head of insurance BENIN



**Valentin MAYERE  
YOLONGUERE**  
Director Representing  
RCA, MALI, NIGER  
Head of insurance RCA

## DIRECTION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2017



**Jean-Baptiste N. KOUAME**  
Managing Director



**Hippolyte OYOUBA**  
Directeur Général Adjoint



## FOREWORD

The thirty fourth annual report presents the 2017 accounting year, describes the company's operating conditions and indicates its development perspectives.

The 2017 turnover amounts to 46,337 billion Fcfa or an increase of 21,21% as compared with the preceding year.

Businesses written in CIMA zone represent 50,63% of the 2017 total turnover as against 50,71% in 2016.

Legal cessions represent 18,66% (22,57% : 2016) of the turnover and show a drop of 3,91 basis point as compared with the preceding year. Conventional businesses which represented 77,43% of turnover the preceding year, amount to 81,43% of turnover of 2017, all zones combined in relative value or an increase of 27,33% in nominal value.

Total balance sheet amounts to 90,531 billion Fcfa as compared with 82,648 billion Fcfa in 2016, or an increase of 7,883 billion Fcfa in absolute value and of 9,54% in relative value.

Technical Results derived from gross acceptations stand at 9,002billion FCFA. Net Income for the year,

after deduction of overheads and depreciation charges and, non-operating income and expenses, amounts to 4,114billion Fcfa as against 3,781 billion Fcfa in 2016. This represents 13,71% of share capital.

The first part of this report describes the economic background and the commercial environment that prevailed during the year 2017.

In a second part, under the heading « Operations », the business operations are reviewed.

The report hence provides in its conclusion, an outlook of the company perspectives over future years.



## I ECONOMIC CONTEXT AND COMMERCIAL ENVIRONNEMENT

The company's activities took place in a context of world economic growth strengthening with an average leading growth rate of 3,7% in 2017 as compared with 3,2% in 2016.

In developed countries, the growth rate stood at 2,3% in 2017 against 1,7% in 2016 while inflation fell to 4,1% as against 4,3% in 2016. Economic perspectives have indeed been revisited on the high side, by namely, most international financial institutions, following the expected outcome of the United States fiscal reforms.

In emerging countries, the growth rate was stronger. According to the IMF, the Gross Domestic Product (GDP) of these countries in 2017, represented half of the world GDP. Hence, the growth rate for Emerging Asia was 6,5% in 2017 and, while India enjoyed an accelerated economic growth, the Chinese economy showed a moderate growth. At the scale of these countries, the annual sliding average growth rate was 4,7% in 2017 while inflation decreased from 4,3% in 2016 to 4,1% in 2017.

In Africa, GDP rate is estimated at 3% for 2017 as against 2,2% for 2016 but lower than initial forecasts of 3,4%. North Africa with a growth rate of 3,1% ranks second after East Africa which remains the highest growing region with 5,4% in 2017 (2016: 5,1%). This economic performance is explained by the world economy recovery and the end of base produce price stagnation noted since 2014 coupled with a stronger domestic demand and sustainable public investments, in infrastructure projects.

In sub Saharan Africa, after the drop in growth noted in 2016, 2017 enjoyed more favorable economic performances (GDP Growth rate of 2,7%) supported by a strong domestic demand, a favorable rainfall for the agricultural sector and a better macro-economic management.

In the Franc Zone, made essentially of countries members of CIMA (UEMOA and CEMAC), the situation remained mixed.

In the West African Economic and Monetary Union (UEMOA) on the one hand, the economic activity recorded a growth rate of 6,7% in 2017 after enjoying 6,6% in 2016. This embellishment driven by the primary sector in liaison with the impacts of agricultural development programs undertaken and, that of the secondary sector led by the Construction & Public Work industry with base constructions and public work infrastructure and, mining industries. The economic growth rate would have been higher without the crisis in Nigeria that affected particularly Benin and Niger which demonstrated resilience by showing a growth rate of 5,4% and 5,2%, respectively.

On the other hand, the implementation of emergence programs in Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Senegal where the economic growth rates were the highest, 8,1%, 6,9% and 6,8% respectively, supported the dynamism of the region.

The average annual inflation rate stood at 0,8% as against 0,3% in 2016. The drop of prices in the transport sector alleviated the impact of price increase of foodstuff. The budget deficit net of grants and global deficit also remained stable around 6,7% and 4,3% of GDP in 2017 as compared with 6,3% and 4,2% in 2016. The outstanding public debt balance to nominal GDP stands at 44,4% compared with 43,8% in 2016 or an increase of 0,6 percentage basis point. The monetary situation of the Union at the end of 2017 as compared with that of 2016, is characterized by an increase of the money supply following an increase of the net external assets position and that of domestic debtors.

With respect to CEMAC member countries, oil production and security challenges facing this region had unfavorable impacts on the macro-economic situation despite a favorable international economic outlook. The economic activity was hence conducted domestically by a drop of oil, cottonseeds and timber productions on the one hand and, by a moderate growth in the non-petroleum sector (Agro-pastoral,



silviculture, manufacturing industries and trade services) on the other hand. In general, the outcome was a GDP growth rate stagnation of - 0,2 % in 2017. Depending on member countries profiles, Cameroon, Central African Republic and Gabon experienced a growth slowdown while Congo, Equatorial Guinea and Chad have been suffering from a recession since 2016 with negative annual growth rates. From a general consumption price index, the annual average inflation rate for the CEMAC region was 1% in 2017 as against 1,1% in 2016. With respect to public finances, the 2017 budgetary management resulted in a reduction of the budget deficit, commitments base net of grants which stood at 3,3 % of GDP as against 6,3 % of GDP in 2016 following budgetary consolidation measures implemented, namely, in the framework of structural adjustment programs agreed with the IMF based on significant expected oil price turn around.

The outstanding public debt related to GDP increased slightly, moving from 28,9% in 2016 to 29,6% of GDP in 2017. The public debt service ratios related to budgetary revenues and exports also increased and stood at 17,7% and 9,1% in 2017 as against 18,9% and 10,8% in 2016. The money supply is contrasted and characterized by a drop of net external cash assets of the banking system, a drop of credits to the economy, an increase of countries debt position and, a drop of the money supply.

It is in this economic context that CICA-RE carried out its activities in 2017. Results achieved are, in general, consistent with orientations fixed by the Board of directors and demonstrate that the company is on the right path toward its permanent search for excellence.

**II OPERATIONS**

**A. REVENUES**

**1. THE TURNOVER**

Gross turnover all classes combined amounted to 46,337 billion Fcfa as against 38,228 billion Fcfa in 2016, in rise of 8,109 billion Fcfa, or 21,21%.

The growth of turnover stems from, among other factors, the rise of Non-life underwritings and, specifically, from the following acceptations:

- Legal Cessions-Life: from 1,768 billion Fcfa in 2016 to 1,909 billion Fcfa in 2017;
- Conventional Treaties-Life CIMA: from 642,415 million Fcfa in 2016 to 1,848 billion Fcfa in 2017;
- Facultative -Life CIMA: from 1,043 billion Fcfa in 2016 to 1,432 billion Fcfa in 2017;
- Treaties -Life outside CIMA AFRICA: from 1,539 billion Fcfa in 2016 to 2,213 billion Fcfa in 2017;
- Conventional Treaties- Non-Life CIMA: from 2,585 billion Fcfa in 2016 to 4,200 billion Fcfa in 2017
- Treaties- Non-Life Outside Africa: from 2,686 billion Fcfa in 2016 to 8,349 billion Fcfa in 2017;
- Facultative Non-Life CIMA from 6,485 billion Fcfa in 2016 to 7,333 billion Fcfa in 2017.

This rise however was tempered down by the decrease of underwritings of Treaties and Non-Life facultative in the following areas:

- Non-Life Legal cessions: from 6,859 billion Fcfa in 2016 to 6,735 billion Fcfa in 2017;
- Non-Life outside CIMA AFRICA: from 5,616 billion Fcfa in 2016 to 4,763 billion Fcfa in 2017.
- Facultative Non-Life Outside CIMA AFRICA: from 4,221 billion Fcfa in 2016 to 4,162 billion Fcfa in 2017.
- Facultative Non-life Outside CIMA outside AFRICA: from 4,663 billion Fcfa in 2016 to 3,385 billion Fcfa in 2017.

The chart here under shows the evolution of turnover per accounting year.

**Evolution of turnover by accounting year**

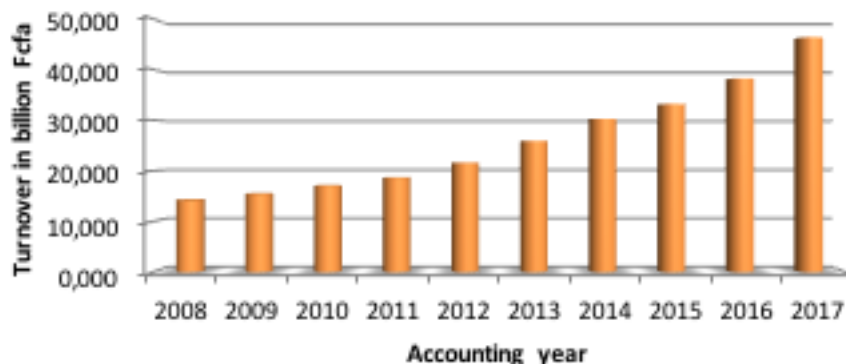


Chart 1. Evolution of Turnover by accounting year

a) Distribution of turnover by production centre

Three production centers make up the Company total business activity: These are: the Abidjan Regional Office, the Douala Regional Office and the Headquarters.

PRODUCTION CENTRE	2016		2017		Variation % 2017 - 2016	
	Amount	%	Amount	%		
DOUALA REGIONAL OFFICE	6 102,45	15,96	5 611,48	12,11	-8,05	
ABIDJAN REGIONAL OFFICE	11 173,87	29,23	13 559,48	29,26	21,35	
Headquarters LOME	Non Life	15 842,66	41,44	19 756,54	42,64	24,70
	Life	5 109,63	13,37	7 409,07	15,99	45,00
	TOTAL Headquarters	20 952,29	54,81	27 165,61	58,63	29,65
<b>TOTAL</b>	<b>38 228,61</b>	<b>100,00</b>	<b>46 336,57</b>	<b>100,00</b>	<b>21,21</b>	

Table 1: Distribution of turnover by production centre (Amounts in million Fcfa)

**The Douala Regional Office:** In 2017, this office recorded a production of 5, 611 billion Fcfa as against 6,102 billion Fcfa in 2016 or a fall of 8,05%, and representing 12,11% of the company total turnover.

**The Abidjan Regional Office:** The turnover generated by this production centre amounts to 13,559 billion Fcfa in 2017 as against 11,173 billion Fcfa in 2016 or a rise of 21, 35%, or 29,26% of the company total turnover.

**The Headquarters:** The turnover realized by the headquarters stands at 27,166 billion Fcfa of which 7,409 billion Fcfa are for the Life Class and 19,757 billion Fcfa for the Non-Life class. Globally, this represents a rise of 29,65% and contributes for 58,63% to 2017 total turnover.

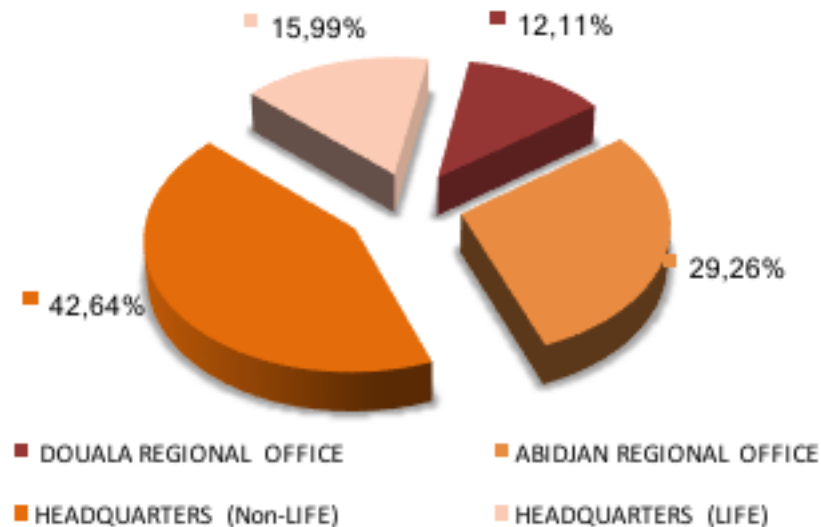


Chart 2. Distribution of 2017 turnover by production centre

## b) Turnover by class of business

During the year under review, Fire, allied perils and engineering risks remain dominant in the turnover for the Non-Life class to which their contribution amounts to 31,299 billion Fcfa. Motor and Accident classes follow with 4,093 billion Fcfa. These amounts represent respectively 67,55% and 8,83% of total premium written. Premium generated by Transport- Aviation segment represents 7,63% of total production.

With respect to the Life Class acceptations, Premium stands at 7,409 billion Fcfa or 15,99% of the company turnover.

It is noted that most business classes record a rise of their turnover except the Motor and Accident classes that record a slight fall of 0,35%.

BUSINESS CLASS	2016		2017		Variation % 2017 - 2016
	Amount	%	Amount	%	
Fire-AP-Engineering	26 808	70,13	31 299	67,55	18,71%
Transport Aviation Energy	2 203	5,76	3 536	7,63	60,47%
Motor-Liabilities- Accident	4 108	10,75	4 093	8,83	-0,35%
Total NON-Life	33 119	86,63	38 927	84,01	17,54%
Life	5 110	13,37	7 409	15,99	45,00%
<b>Total General</b>	<b>38 229</b>	<b>100,00</b>	<b>46 337</b>	<b>100,00</b>	<b>21,21%</b>

Table 2. The 2017 Turnover by business Class (in million Fcfa)

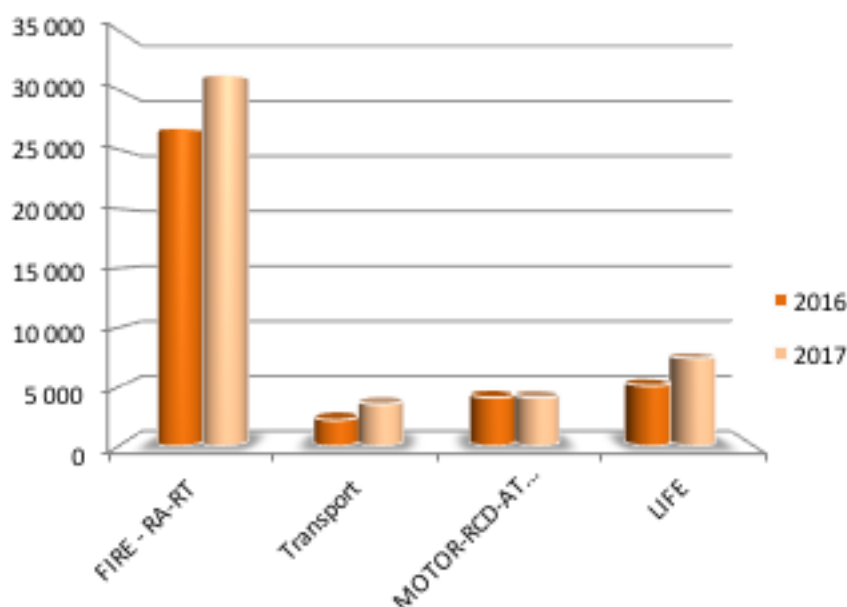


Chart 3. 2017 Turnover by Insurance class

## 2. PROVISIONS FOR PREMIUM (amounts in thousand FCFA)

Mathematical Reserves – Life Class	3 868 450
Provisions for Premium Elementary classes (Non-Life)	4 709 763
<b>TOTAL</b>	<b>8 578 213</b>

Compared with 6.734.366 Fcfa as at 31 December 2016, or a rise of 27,38%.

## 3. OTHER INCOME

They are made up of:

Bank interests	872 527
Interest on loans and investment securities	819 161
Interest from cash deposits	389 916
Miscellaneous Income	6 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 087 605</b>

Compared with 2.172.289 K fcfa as at 31 December 2016 or a slight drop of 3,90 %.

Other income represents 4,51% of turnover and contribute for 37,17% to meeting overhead charges. Miscellaneous Income stem from technical assistance provided by CICA RE and charged to cedants.

## B. EXPENSES

### 1. CLAIM CHARGES

Claim charges are made up of claims paid plus the net balance of claim provisions at closing (+) and at opening (-).

#### a) Claims paid

Claims paid amount to 22,241 billion Fcfa at 31 December 2017as against 17,909 billion Fcfa at 31 December 2016, in rise of 4,332 billion Fcfa, or 24%.

Retrocessionnaires contributed to claims paidin2017for 3,085billion Fcfa, or 13,87% comparedwith1,058 billion Fcfa in 2016.

#### b) Reserves for outstanding claims at 31 December2017

Reserves for outstanding claims are estimated for 30,621 billion Fcfa as against 29,640 billion Fcfa at 31 December 2016. These reserves are determined by the actuarial method of provisioning.

They are distributed as follows:

Life	<b>2 725 087</b>
Non Life	27 895 563
<b>TOTAL</b>	<b>30 620 650</b>

The 2017 total claim charges net of the variation of the reserves for outstanding claims, amounted to 24,879 billion Fcfa compared with 19,030 billion Fcfa in 2016, in rise of 30,74%. This rise is explained by the effect of major claims occurred in 2017 principally in the CIMA zone. Retrocessionnaires' share in the year total claim charges amounted to 5,949 billion Fcfa, or 23,91% of the global annual claim charges.

It must be noted that Reserves denominated in convertible Currencies as at 31/12/2016 for 29,641 billion Fcfa have been reversed in 2017 for 27,982 billion Fcfa resulting in an exchange difference of -1,659 billion Fcfa. Like most international reinsurers, CICA RE applies a multi-currency accounting system. Reserves denominated in original currencies as at 31/12/N are converted with the exchange rate prevailing at 31/12/N while reversals of reserves in original currencies are converted with exchange rates prevailing at 31/12/N+1.

The Table and Chart below compare claim charges and premium earned in 2017 and 2016.

c) Loss incurred /Earned Premium ratios by business class (L/P)

CLASSES	EARNED PREMIUM 2017	TOTAL LOSSES 2017	Loss Ratio L/P in % 2017	Loss Ratio L/P in % 2016
Fire-AP-Engineering	31 041 284	20 688 789	66,65	51,68
Transports -Marine	3 424 836	1 603 950	46,83	54,42
Motor-Liabilities-Accident	4 177 982	(385 926)	(9,24)	47,52
TOTAL NON-LIFE	38 644 102	21 906 814	56,69	50,99
LIFE	5 576 926	2 972 258	53,30	40,55
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>44 221 028</b>	<b>24 879 071</b>	<b>56,26</b>	<b>49,69</b>

Table 8 Premium earned and L/P by insurance class (Amounts in Thousand Fcfa)

It can be noted that the loss ratio moved to 56,26% in 2017 as against 49,69% in 2016. This rise of the loss ratio is essentially due to major claims occurred in 2017. This loss ratio remains however acceptable with respect to generally accepted standards. Furthermore, the loss ratio net of retrocession (49,77%) contributes to improve the company profitability.



Chart 4. Evolution of the Loss Ratio (L/P) from 2008 to 2017

The chart above shows that from 2008 to 2017, the company Loss Ratio (L/P) was quite well monitored with a minimum of 37% and a maximum of 56% hence, an average loss ratio of 46,05% over the period.

## 2. COMMISSIONS

Commissions: Life and Non-Life, amount to 10,339 billion Fcfa as at 31 December 2017 as compared with 9,644 billion Fcfa as at 31 December 2016. They represent, in average, 22,31% of turnover in 2017 as against 25,23% in 2016. Contributions of retrocessionnaires to commission charges amount to 388,991 million Fcfa or 3,76% of total commissions.

## 3. OTHER EXPENSES

Other expenses for 2017 amount to 5,616 billion Fcfa or 12,12% of 2017 turnover as compared with 5,376 billion Fcfa in 2016 representing 14,06% of turnover in 2016. Other expenses net of depreciation expenses and provisions amount to 4,962 billion Fcfa or 87,61% of budgetary forecasts of 5,367 billion Fcfa, or a saving of 405 million Fcfa.

## 4. THE COMBINED RATIO

The combined ratio expressed in percentage of premium earned, measures the operating profitability of insurers and reinsurers. If this ratio is greater than 100%, the reinsurer is technically at a loss before profits from investments. It is a ratio that comprises the loss charges, administrative expenses and other overhead charges. It is more relevant for Non-Life classes.



	2016	2017	Variation
Over head expenses *	4 069 976	4 067 318	2 658
Commissions & courtages	8 450 237	9 084 636	631 743
Claim charges	17 098 215	21 906 814	4 808 599
Total charges	29 618 428	35 058 768	5 440 340
Premium earned	33 530 499	38 644 102	5 113 603
<b>Combined Ratio</b>	<b>88,33%</b>	<b>90,72%</b>	<b>2,39%</b>

\*Net of financial charges & depreciation and provision expenses

Table 9 ..... (Amounts in Thousand Fcfa)

CICA-RE combined ratio (Non-life) amounts to 90,72% in 2017 as against 88,33% in 2016, showing a slight deterioration this year due to a rise of the loss ratio.

### C. RETENTION AND RETROCESSION

The analysis of retention and retrocession is made over the 2013, 2014, 2015 and 2016 underwriting years which results are known. Global premium retroceded by CICA-RE in 2016 amount to 4,300 billion Fcfa as against 4,017 billion Fcfa in 2015, or an increase in nominal value of 7,05%. Hence, the percentage of premium retroceded compared with premium accepted moved from 12,20% in 2015 to 11,78% in 2016.

From a further analysis:

- Retrocession- CIMA moves from 1,80% of premium accepted in 2015 to 2,15% in 2016.
- Retrocession Outside CIMA moves from 10,40 % of premium accepted in 2015 to 9,63 % in 2016.

Consequently, global premium (CIMA & Outside CIMA), retained in the CIMA zone by CICA-RE amounts to, compared with premium accepted:

- 87,68 % or 23,970 billion Fcfa in 2013;
- 87,38 % or 26,358 billion Fcfa in 2014 ;
- 89,60 % or 29,505 billion Fcfa in 2015 ;
- 90,37% or 32,997 billion Fcfa in 2016.

The charts and tables that follow summarize the distribution of premium accepted by underwriting year and retroceded one year to the other.

EXERCICE DE SOUSCRIPTION	AMOUNTS				PERCENTAGE			
	2013	2014	2015	2016	2013	2014	2015	2016
<b>A- PREMIUM ACCEPTED</b>	27 338	30 167	32 929	36 513	100,00	100,00	100,00	100,00
<b>B- RETROCESSION</b>	3 712	4 296	4 017	4 300	13,58	14,24	12,20	11,78
B1. RETROCESSION CIMA	344	488	594	784	1,26	1,62	1,80	2,15
B2. RETROCESSION OUTSIDE CIMA	3 368	3 808	3 423	3 516	12,32	12,62	10,40	9,63
Outside CIMA without exchange	1 455	2 100	1 845	1 233	43,21	55,14	53,90	35,08
Outside CIMA with exchange	1 913	1 708	1 578	2 283	56,79	44,86	46,10	64,92
<b>C- NET RETENTION CICA-RE (A-B)</b>	23 626	25 870	28 911	32 213	86,42	85,76	87,80	88,22
<b>D- RETENTION IN CIMA COUNTRIES (A-B2)</b>	<b>23 970</b>	<b>26 358</b>	<b>29 505</b>	<b>32 997</b>	<b>87,68</b>	<b>87,38</b>	<b>89,60</b>	<b>90,37</b>

Table 10. Retention & Retrocession 2013-2016 (amounts in million Fcfa)

### RETENTION-RETROCESSION

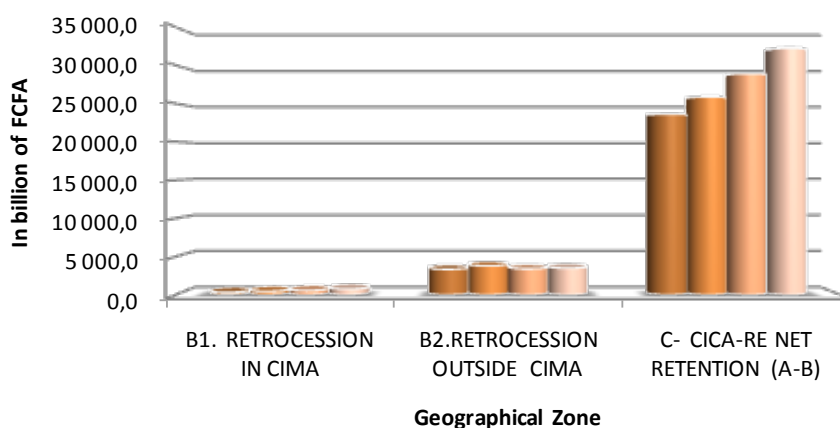


Chart 5. Retention & retrocession Histogram

### RETENTION-RETROCESSION - 2016

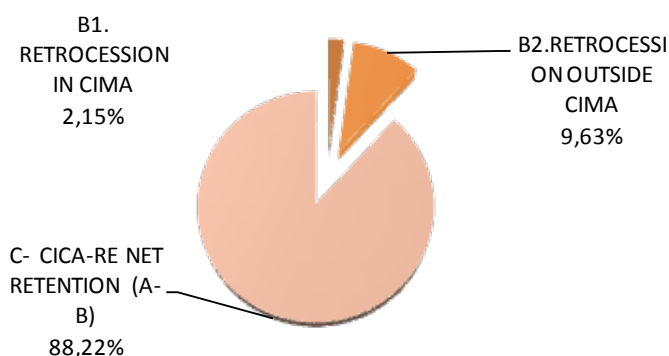


Chart 6. Retention & Retrocession

ACCOUNTING YEAR	2013	2014	2015	2016	2017
Premium earned retroceded	4 103	3 563	4 481	3 846	6 186
Share in losses from claims	3 364	-417	2 043	2 647	5 949
Commissions	173	122	243	159	389
Retrocession Result	566	3 859	2 195	840	-152

Table 11. Retrocession result from 2013 to 2017 (amounts in million F cfa)

Premium earned and retroceded in 2017 are in rise of 60,84% as compared with 2016. This rise results from additional premium of 2016 and 2017 related to adjusting claims and premium for 2016 non-proportional Non-Life retrocession.

### Titre du graphique

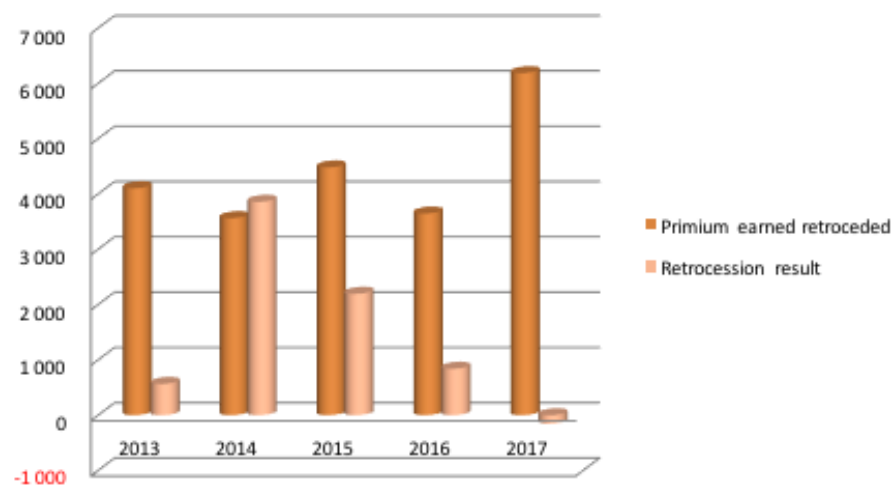


Chart 7. Premium earned & Results of retrocession from 2013 to 2017

## 9. THE RESULTS

### 1. TECHNICAL RESULTS

The technical operation of 2017 is summarized here-under. These accounts produce a net technical results of 9,155 billion FCFA; that is analyzed as follows :

ACCEPTATIONS (amounts in million F cfa)

ELEMENTS	NON LIFE	LIFE	TOTAL
Premium earned	38 644 102	5 576 926	44 221 028
Total Loss charges	-21 906 814	-2 972 258	-24 879 071
Commissions	-9 084 636	-1 254 843	-10 339 479
Technical Result	7 652 652	1 349 826	9 002 478

RETROCESSION (amounts in million F cfa)

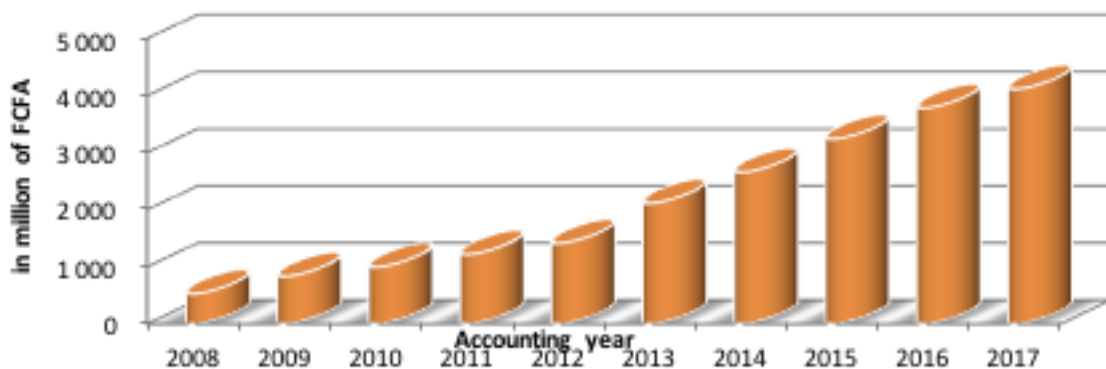
ELEMENTS	NON LIFE	LIFE	TOTAL
Premium earned	-5 745 355	-440 521	-6 185 876
Total Loss charges	4 604 602	1 344 666	5 949 268
Commissions	366 477	22 514	388 991
Technical Result	-774 276	926 659	152 383
<b>Résultat Technique Net</b>	<b>6 878 376</b>	<b>2 276 485</b>	<b>9 154 861</b>

Table 12. A bridged Income Statement

2. NET PROFIT FOR THE YEAR

The unadjusted net operating income for 2017 is a profit of 5,626 billion Fcfa. After the effect of non-operating profit & loss adjustments, the year 2017 produces a net profit of 4,114 billion Fcfa compared with 3,781 billion Fcfa for 2016. The net profit for 2017 represents 8,88% of turnover. The return on equity ratio stands at 13,71% for 2017.

**EVOLUTION OF NET INCOME 2008-2017**



Evolution of Net Income/Profit t2008 -2017

3. APPROPRIATION OF NET PROFIT

The net profit for the year 2017 amounts to 4 113 881 839 Fcfa.

The revised strategic development plan for the period 2015-2020 sets dividends payment schemes in the range of 25% to 50% of annual profits. Consequently, the Board of Directors proposes to the General Assembly to appropriate net profit as follows:

Legal Reserve (1/10 of annual profit)	411 388 184
Facultative Reserve	2 442 493 655
Profit payable as dividends	1 260 000 000
<b>TOTAL (Net Profit)</b>	<b>4 113 881 839</b>

Dividends payable amount to 1260 000 000 Fcfa, or 30,63% of net profit generated in 2017. Earning per share is therefore set at 42 000 Fcfa.

### III OUTLOOK

The United States of America foreign policy which can hardly be followed by its traditional allies and, characterized in recent days by its double withdrawal from the climate accords and the Iran nuclear development program sustained by threats of economic sanctions, divergences with Russia on the Syrian crisis, the unilateral decision to transfer the American Embassy from Tel Aviv to Jerusalem, is source of uncertainty over the geopolitical stability, with undoubtedly negative consequences on the world economy even if the dialogue engaged with North Korea is welcome everywhere in the world. Despite this situation complemented with terrorist actions perpetrated here and there on the planet and, the difficult management of the Brexit consequences, experts of most international financial institutions anticipate a world GDP growth of 3,9% in 2018 in line with the American fiscal reform.

The world economic perspectives are improving and should pave the way for recovery in Africa where the global growth of the continent should reach 3,2% in 2018 and 3,9% in 2019 in line with recovery in the world largest economies. While growth will improve significantly in oil exporting countries, it should grow modestly in metal producing ones. Economic growth in countries less dependent on raw materials should remain strong, sustained by investments in infrastructure, resilient service sectors and, by the recovery of agricultural output.

In sub-Saharan Africa, performances achieved in 2017 or 2,7% should be reiterated at a rate of 3,3% in 2018 and 3,5% in 2019. However, the rise of security risks resulting from terrorist acts that keep repeating in the Sahel region, challenges in areas of human development, improvements to be made in the business environment and adjustments to climate changes, will have an impact on future perspectives.

In the franc zone, perspectives of GDP growth are well oriented in the two monetary zones (UEMOA and CEMAC).

As a consequence, in UEMOA member countries, a growth rate of 6,9% is expected, supported by an improvement of performances of all economic sectors namely, by way of implementing development and emergence plans in member states. The risks identified above must be put under watch.

Macro-economic perspectives of CEMAC for the year 2018 are favorable. Following a recession in 2017, the activity should recover in 2018 with a growth rate of 1,7%. This dynamic would result from a recovery of activities backed by an expected growth rate of 2% in 2019.

With respect to inflation, commodity prices should remain moderate in view of agricultural production perspectives in UEMOA member states. The same trend could be observed in the CEMAC zone in an annual average.

Efforts to reduce the budgetary deficit in UEMOA should continue in 2018 correlatively to the increase of fiscal revenues thanks to efforts made in member states for a better monitoring of taxes and public spending and, to the widening of the revenues taxable base.

In CEMAC, a decrease of the budgetary deficit is expected following clearance of domestic debts and government disengagement from the banking system.

From a professional standpoint, after a continued growth of the Africa reinsurance market for over a decade, reinsurers are now facing certain challenges, some of which concern the lack of orientation of premium due in a large part to the fronting applied in conformity with certain commercial arrangements with a view to diminishing local reinsurers' volume of premium, the rise of the frequencies and average costs of claims and their impacts on technical charges and combined ratios.

Despite these challenges, the reinsurance market in Africa is attractive; which incites international and regional reinsurers to reinforce their presence through the opening of representative offices or a partnership with local players.



This appetite for the African continent is justified by the absence of natural catastrophes, the low rate of insurance penetration, a relatively low claim rate, an emerging middle class, significant needs in infrastructure and base industries and an ever improving judicial and legal framework.

In the CIMA zone, which is CICA-RE predilection zone, the regulation governing licensing and supervision of reinsurance companies has become effective ; new provisions have been taken by the regional regulator to monitor implementation of Article 308 New, with a view to increasing the domestic retention capacity of insurance and reinsurance premium and, encourage the blossoming of size able insurance and reinsurance companies, capable not only to be active players but also, to contribute significantly to the development of member states of CIMA zone.

THESE REGULATORY EVOLUTIONS COUPLED WITH AM BEST RATING AND WITH THE PROFESSIONALISM OF ITS STAFF SHOULD ENABLE CICA-RE ACHIEVE, NOT ONLY TURNOVERS INDICATED IN ITS 2009-2020 STRATEGIC DEVELOPMENT PLAN AND REVISED FOR THE PERIOD 2018-2020, BUT ALSO ACHIEVE THE GOOD RESULTS EXPECTED IN ORDER TO REMUNERATE SHAREHOLDERS WHO ARE CURRENTLY IN THE PROCESS OF PAYING IN, THEIR SHARES OF CAPITAL FOLLOWING THE LAST CAPITAL INCREASE FROM 30 TO 50 BILLION FCFA DECIDED ON 04 OCTOBER 2017. ACTUAL PERFORMANCES AS AT 30 APRIL 2018 FROM BOTH HEADQUARTERS AND REGIONAL OFFICES WELL CONFIRM THE RELEVANCE OF ASSUMPTIONS USED TO REVISIT THE STRATEGIC DEVELOPMENT PLAN AND PAVE THE WAY FOR GOOD PERSPECTIVES FOR THE JOINT REINSURER, A REINSURER THAT REASSURES

# INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

## TO THE SHAREHOLDERS,

Following the mandate entrusted to us by your General Assembly, we are pleased to present to you our report on the year ended 31 December 2017 on:

- The audit of CICA RE annual financial statements,
- The specific verifications and other information required by law .

## I. REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS OPINION

We have audited the financial statements of the Joint Reinsurance Company Of Member States Of The Inter-African Conference For Insurance Market ("CICA-RE") which comprise the statement of financial position as at 31 December 2017, the income statement and the statement of cash flows for the year then ended, and the notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company as at 31 December 2017, and its financial performance and cash flows for the year then ended in accordance with its accounting policies applicable in the reinsurance sector.

## BASIS FOR OPINION

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the company in line with the requirements of the International Ethics Standards Board for Accountants Code of Ethics for Professional Accountants (the IESBA code), together with other ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

## KEY AUDIT POINTS

audit of the financial statements of the current year. These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements taken as a whole, and

in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters. The key audit matters below relate to the audit of CICA-RE's financial statements.

Key audit matters	Audit work performed
<p><b>1. Computation of Technical Reserves</b></p> <p>The proportion of technical reserves to the Turnover and the claims history coupled with the sectorial and economic environment are significant indicators of assessment of a reinsurance company's solidity and capacity to meet immediate and future commitments.</p> <p>As at 31 December 2017, Technical reserves amount to 39 199 million Fcfa as compared with a total balance sheet of 90 531 million Fcfa or, 43%.</p> <p>Technical reserves that are supported by realizable assets are meant to meet claims charges as they fall due.</p> <p>Proper assessment of technical reserves enables the reinsurance company to meet underlying commitments resulting from treaties and facultative businesses written.</p> <p>An understatement of these reserves and corresponding earmarked assets could expose the company to not being able to settle claims payments and, could impact its ability to pursue operations and, damage its image.</p> <p>The assessment of technical reserves for the Life and Non-Life classes requires that Directors and Management use significant assumptions and judgments as well as complex statistical and actuarial methods.</p> <p>The audit of technical reserves and their underlying assets is hence considered as a key audit matter, with respect to amounts involved.</p>	<p><b>Audit work</b></p> <p>We focused our audit work on the assessment of technical reserves for both Life and Non-Life branches by specifically analyzing the valuation models, the statistical and actuarial data as well as significant assumptions and judgments used by Directors and Management.</p> <p>Our audit procedures include:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Review of internal controls over assessment of technical reserves,</li> <li>2. Critical review of valuation models used by Directors and Management to ensure that technical reserves are determined in accordance with the statistical methods as established by CICA-RE accounting policies,</li> <li>3. Validation of assumptions and statistical and actuarial techniques used to compute technical reserves for the Life and Non-Life branches,</li> <li>4. We involved our in-house actuary and IT expert to re-compute the amounts determined by the Directors and Management and we ensured that the Company has adequate assets that meet claims commitments,</li> <li>5. We challenged the computation of: <ul style="list-style-type: none"> <li>- The reserves for outstanding claims,</li> <li>- The reserves for claims incurred but not yet reported (IBNR),</li> <li>- Reserves for claims payable,</li> <li>- Net claims incurred</li> </ul> </li> <li>6. We circularized Cedants to ensure that claims incurred and reported are comprehensive,</li> <li>7. We circularized retrocessionnaires to reconcile the accounts and determine the impact of their net positions in the Company technical reserves.</li> <li>8. We reviewed controls relating to governance including attendance to key meetings that form part of the review and approval process of technical reserves and analyses made by Directors and Management and, challenged measures taken following such meetings.</li> </ol>



	<p>Based on our audit work, we believe that the methodology for determining technical reserves of CICA-RE including assumptions and judgments used by Directors and Management to determine technical reserves, are comparable to historical performances and, that technical reserves as established are appropriate under the circumstances.</p>
<p><b>2. Due by Cedants and Retrocessionnaires and Provisioning</b></p>	<p><b>Audit work</b></p>
<p>As at 31 December 2017, the gross amount due by Cedant companies stands at 24 171 million Fcfa of which 4 038 million Fcfa are impaired and provided for, leaving a net balance of 20 133 million Fcfa or 22% of total balance sheet. Provisions are made based essentially on the assessment of Management following "Be-to-Be" meetings with debtors at CIMA board and Annual meetings as well as other bodies involved in the Insurance and Reinsurance sector.</p> <p>Estimates of Cedant impaired-debts are subject to significant assumptions and judgments by Directors and Management.</p> <p>Considering the importance of the amounts due by Cedants and Retrocessionnaires in CICA-RE accounts and, the effect of their proper evaluation at year-end on the financial statements, the audit of this account is addressed as a key audit matter.</p>	<p>We focused our audit work of the impairment of the amounts due by Cedants and Retrocessionnaires on the review of assumptions and data used by the Directors and Management. Specifically, our audit consisted of:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Reviewing internal control governing recording these amounts due by Cedants and Retrocessionnaires, their valuation as well as that of their net realizable value,</li> <li>• Circularizing a representative sample and reconciling data collected from external sources with those of CICA-RE,</li> <li>• Challenging the assumptions and judgments used by the Directors and Management in determining impairment charges,</li> <li>• Testing a representative sample of amounts due by Cedants and Retrocessionnaires,</li> <li>• Analyzing and reconciling the balance of this account with relevant audit evidence,</li> <li>• Reviewing for propriety periodical reconciliation performed by CICA-RE and Cedants and Retrocessionnaires,</li> <li>• Analyzing Dues from Cedants and Retrocessionnaires collection trend and determining the required level of impairment and provision to be made.</li> </ul> <p>Based on the audit procedures carried out to validate the balances due by Cedants and Retrocessionnaires, we believe that assumptions and judgments used by Directors and Management to determine the related impairment charges are comparable to historical performances and that the balances due by Cedants and Retrocessionnaires are reasonably stated under the circumstances.</p>



3. Cash Deposits with Cedants& Claims paid cash	Audit work
<p>Cash deposits are made up of withholdings on CICA-RE's share of premium received by Cedants in order to meet non-significant daims settlement on behalf of CI CA-RE in conformity with CIMA Code.</p> <p>Cash daims represent advances made to insured bodies from a reinsurer deposit account with a Cedant while waiting for final assessment of the daim amount and mobilization of total resources.</p> <p>As at 31 December 2017, the outstanding balance of cash deposits and cash daims stand at a gross amount of 23 584 million Fcfa or 26% of total balance sheet.</p> <p>Directors and Management use significant assumptions and judgments to assess cash deposits and related daims.</p> <p>Cash deposits are regulated by the CIVIA code and must be complied with by reinsurance companies which do not have much control over their monitoring by the Cedant.</p> <p>Considering the importance and complexity of monitoring these accounts and, the audit of cash deposit and cash daims is considered as a key audit point.</p>	<p>We focused our audit tests on:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Reviewing internal control over generation of cash deposits and cash daims,</li><li>• Circularizing Cedants to ensure that they are a going concern and confirming balances due to CI CA-RE and, reconciling year end balances,</li><li>• Analyzing the account balance and reconciling with the sub-ledger,</li><li>• Verifying follow-up of periodic account reconciliation between CICA-RE and Cedants,</li><li>• Ensuring that these financial assets have not been impaired and, if so, recording an impairment loss,</li><li>• Carrying out analytical tests of data coherence to ensure propriety of account balances at year end,</li><li>• Ensuring that adequate provision has been recorded in the account in the event of a going concern issue of a Cedant company.</li></ul> <p>We believe that the assumptions and judgments used by Directors and Management are comparable to historical performances and, that the balances of cash deposits and cash daims are appropriate under the circumstances.</p>

#### 4. Financial Instruments and Investments

Financial Instruments and investments are analyzed as follows:

*Amount in million FCFA*

Designation	Gross Amount	Provisions	Net
Security Value	6 668	-	6 668
Investment Participation	1 711	30	1 681
Financial Investments	1 996	477	1 519
Term Deposits	13 116	-	13 116
<b>Total</b>	<b>23 491</b>	<b>507</b>	<b>22 984</b>

As at 31 December 2017, the outstanding gross balance of financial instruments and investments amounts to 23 491 million Fcfa against a provision of 507 million Fcfa or, a net balance of 22 984 million Fcfa and, representing 25% of total balance sheet.

CICA-RE holds participations in certain insurance companies and other entities. These participations can be impaired depending on the economic and financial performance of said cedants and entities. Directors and Management use significant assumptions and judgments to evaluate the Company investment participations at year end.

CICA-RE has also acquired equity investments some of which are either quoted or unquoted. At year end, Directors and Management are faced with the valuation issue of unquoted financial investments.

Considering the importance of financial instruments and investments on CICA-RE balance sheet and, the risk of impairment of these values, the audit of financial instruments and investments is considered as a key audit matter.

#### Audit work

We focused our tests of financial instruments and investments by performing the following audit procedures:

- Review of internal control over recording of financial instruments and investments,
- Test the valuation models of provisions for impairment of financial instruments and investments as well as the adequacy and relevance of assumptions and judgments used by Directors and Management to evaluate financial instruments and investments.
- Regarding equity participation in general, we obtained audited, financial statements of entities in which CICA-RE holds investment to assess their financial and economic performance. Where audited financial statements are not available, we used other evaluation methods, namely those of comparable entities by economic sector.
- Regarding quoted equity participations, we obtained listed prices to assess their performance. For unquoted equity participations, we used other valuation methods by referring to comparable entities by activity sector to assess their performance and to determine whether a provision for impairment is required.
- With respect to financial instruments, we have determined that they have not been impaired because of permanent loss of value,
- Concerning term deposits, we circularized depository banks and, verified propriety of underlying documentation.

We believe that assumptions and judgments used by Directors and Management are comparable with those of the market and, in conformity with best practices and key data for estimating comparable financial instruments and investments. Assumptions and judgments used are appropriate under the circumstances.

## RESPONSIBILITIES OF THE DIRECTORS FOR THE FINANCIAL STATEMENTS

The Directors are responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with the basis of accounting as described in note 1 to the financial statements, and for such internal control as the Directors determine is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the Directors are responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Directors either intend to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

## RESPONSIBILITIES OF AUDITORS FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements taken as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists.

Such misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken based on these financial statements

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate

to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Association's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of the Executive Committee's use of the going concern basis of accounting and based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Company to express an opinion on the financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the Company audit. We remain solely responsible for our audit opinion..

We communicate with the directors regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the directors with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with directors, we determine those matters that were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

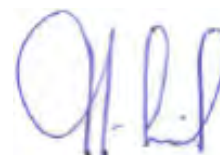
## II. SPECIFIC VERIFICATIONS AND OTHER INFORMATION

The Directors are responsible for the other information. The other information comprises the Directors' Report to members of CICA-RE. The other information does not include the financial statements and our auditors' report thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance or conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. Based on the work we have performed on the other information that we obtained prior to the date of this auditor's report, if we conclude that there is a material misstatement of these other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Abidjan, 05 June 2018



Moustapha COULIBALY  
Certified Public Accountant  
Statutory Auditor

# STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON RELATED PARTY TRANSACTIONS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

## TO THE SHAREHOLDERS,

We are pleased to present to you our external auditor report on related party transactions on CICA-RE Financial Statements and on regulatory conventions.

In accordance with the provisions of articles 438 to 448 of the Uniform Act on commercial companies and economic pooling of interests (GIE) of OHADA, the following must be treated as related party transactions:

- Services related Conventions between an entity and one of its Directors, Chief Executive Officers or Deputy Chief Executive Officers;
- Services related conventions between an entity and a Shareholder who holding 10% or more of the entity shares,
- Any service convention for which a Director, a Chief Executive Officer,, a Deputy Chief Executive Officer or a Shareholder holding 10% or more of the entity shares, is indirectly involved or through an intermediary,
- Any service convention that occurs between an entity and a company, if one of its Directors, Chief Executive Officer, Deputy Chief Executive Officer or a Shareholder holding 10% or more of the entity shares is owner or a partner of that contracting company, or if he is a Manager, Director, Chief Executive Officer or Deputy Chief Executive Officer of the contracting business entity.

Such conventions must be subject to a preliminary approval of the Board of Directors or the Executive Director which must be brought to the attention of the statutory auditor who presents a special report thereon to the General Assembly.

It is not our responsibility to search the existence of such conventions but to bring to your attention, based upon information received, the characteristics and financial modalities of those conventions that came to our attention without expressing an opinion on their usefulness and their justification.

It is your responsibility to assess the economic interest resulting from the conclusion of such conventions before approval.

We conducted our audit in accordance with international standards on auditing. Those standards require that we perform procedures aimed at verifying that data given to us agree with originating data bases.

## 1. CONVENTIONS CONCLUDED DURING THE YEAR

Your Board of Directors did not bring to our attention any such convention concluded during the year ended 31 December 2017.

## 2. CONVENTIONS CONCLUDED IN PREVIOUS YEARS WHICH EFFECTS CONTINUED IN THE CURRENT YEAR

**onvention for implementing a Private Telecommunications network by VSAT for CICA- RE Shareholder concerned: NSIA represented by its chairman, Jean Kacou DIAGOU**

### **Nature and Subject matter:**

NSIA Technologies has signed with CICA-RE in 2014, a contract for implementing a Private Telecommunications Network by VSAT for CICA-RE. NSIA Technologies forms part of NSIA Group which is a shareholder of CICA-RE and represented at its Board by its President and Chief Executive Officer, Mr. Jean Kacou DIAGOU.

In conformity with this convention, the two parties commit to:

### **NSIA Technologies**

NSIA Technologies, under this agreement, commits to perform all its technical obligations to CICA-RE, specifically, those defined in the terms of reference concerning the procurement, installation and exploitation of a Private Telecommunications Network by VSAT for CICA-RE and, within the deadline indicated.

### **CICA-RE**

CICA-RE commits to:

- Facilitate access to its regional offices to NSIA TECHNOLOGIES,
- Make available to NSIA TECHNOLOGIES all information and data necessary for bringing the project about,
- Comply with the agreed upon disbursement schedule as attached in the annex to the Protocol of agreement.

### **Financial Modalities:**

The cost of the project comprises two specific components:

- The investment in equipment (Antenna VSAT, Accessories & Indirect Equipment): 27 779 000 FCFA
- Recurrent annual costs (Of internet, maintenance & interconnections): 35 814 000 FCFA.

Abidjan, 05 June 2018



Moustapha COULIBALY  
Certified Public Accountant  
Statutory Auditor



# ANNEXES



- FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31<sup>ST</sup> DECEMBER 2017
- BALANCE SHEET
- INCOME STATEMENT
- PROFIT & LOSS ACCOUNT
- STATEMENT OF CASH FLOWS

<b>BALANCE SHEET AS AT 31 DECEMBER 2017</b>				
<b>ASSET</b>	<b>AMOUNT GROSS 2017</b>	<b>AMORTIZATION, DEPRECIATION &amp; PROVISIONS</b>	<b>AMOUNT NET 2017</b>	<b>AMOUNT* NET 2016</b>
<b>CAPITALIZED EXPENSES</b>	<b>497 362 552</b>	<b>310 442 810</b>	<b>186 919 742</b>	<b>127 532 871</b>
<b>FIXED ASSETS-TANGIBLE &amp; INTANGIBLE</b>	<b>9 925 254 422</b>	<b>3 269 314 198</b>	<b>6 655 940 224</b>	<b>6 432 977 987</b>
CONSTRUCTIONS	6 341 170 179	913 424 262	5 427 745 917	5 280 546 993
MATERIAL, FURNITURE, INSTALLATION & FIXTURES	3 074 504 005	2 234 229 303	840 274 702	880 229 119
INTANGIBLE ASSETS	145 048 314	121 660 633	23 387 681	13 684 510
FIXED ASSETS IN PROGRESS	364 531 924		364 531 924	258 517 365
<b>OTHER CAPITALIZED ASSETS</b>	<b>33 476 884 113</b>	<b>30 543 465</b>	<b>33 446 340 648</b>	<b>29 447 313 303</b>
RECEIVABLE- CASH DEPOSITED WITH CEDANTS	20 480 209 907		20 480 209 907	19 395 465 643
GUARANTEE FUNDS-ENERGY & AVIATION POOL	860 013 544		860 013 544	1 037 240 585
CASH DEPOSITS FOR CLAIMS	3 103 545 843		3 103 545 843	1 598 830 190
FINANCIAL ASSETS	6 668 031 764		6 668 031 764	5 333 643 998
LOANS	635 934 570		635 934 570	609 653 547
EQUITY PARTICIPATION	1 711 181 704	30 543 465	1 680 638 239	1 454 512 559
DEPOSITS & GUARANTEES	17 966 781		17 966 781	17 966 781
<b>TOTAL FIXED ASSETS</b>	<b>43 899 501 087</b>	<b>3 610 300 473</b>	<b>40 289 200 614</b>	<b>36 007 824 161</b>
<b>RETROCESSIONNAIRES SHARE IN TECHNICAL PROVISIONS</b>				
<b>LIFE CLASS</b>	<b>2 578 842 422</b>		<b>2 578 842 422</b>	<b>131 468 141</b>
MATHEMATICAL RESERVES	1 195 509 089		1 195 509 089	92 801 041
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	1 383 333 333		1 383 333 333	38 667 100
<b>ELEMENTARY CLASSES</b>	<b>8 249 675 955</b>		<b>8 249 675 955</b>	<b>6 565 626 705</b>
PROVISIONS FOR UNEARNED PREMIUM	502 777 866		502 777 866	338 445 007
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	7 746 898 089		7 746 898 089	6 227 181 698
<b>TOTAL SHARE OF RETROCESSIONNAIRES</b>	<b>10 828 518 377</b>	<b>0</b>	<b>10 828 518 377</b>	<b>6 697 094 846</b>
<b>CASH OR CURRENT ASSETS AVAILABLE</b>				
COMPANIES WITH DEBIT BALANCES	24 171 006 009	4 038 072 521	20 132 933 488	19 072 386 378
OTHER DEBTORS	137 874 556	0	137 874 556	128 376 820
SUSPENSE ACCOUNTS (ASSETS)	400 552 358		400 552 358	323 079 503
SHORT TERM FINANCIAL ASSETS	1 995 686 113	476 992 391	1 518 693 722	1 872 475 800
CHEQUES & VALUES TO BE CASHED	92 585 731		92 585 731	158 777 331
BANKS & POSTAL CHEQUES	17 122 244 102		17 122 244 102	18 383 959 814
CASH	8 282 515		8 282 515	4 268 160
TOTAL REALIZABLE OR AVAILABLE VALUES	43 928 231 384	4 515 064 912	39 413 166 472	39 943 323 806
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>98 656 250 848</b>	<b>8 125 365 385</b>	<b>90 530 885 463</b>	<b>82 648 242 812</b>

<b>BALANCE SHEET AS AT 31 DECEMBER 2017</b>		
<b>EQUITY &amp; LIABILITIES</b>	<b>AMOUNT NET 2017</b>	<b>AMOUNT NET 2016</b>
<b>EQUITY &amp; RESERVES</b>		
SHARE CAPITAL	30 000 000 000	20 000 000 000
SHARE PREMIUM		1 740 600 000
LEGAL RESERVE	2 350 495 317	1 972 385 748
GENERAL RESERVES	2 267 985 937	8 216 713 142
RESERVES FOR CATASTROPHES	858 327 479	901 014 153
BALANCE CARRIED FORWARD		
<b>TOTAL</b>	<b>35 476 808 733</b>	<b>32 830 713 043</b>
<b>REGULATORY RESERVES</b>		
RESERVES EXCHANGE FLUCTUATION		69 655 412
RESERVES FOR LOSS FLUCTUATION	2 517 051 361	2 517 051 361
DIFFERENCE ON CONVERSION OF AFFILIATES AND BRANCHES ACCOUNTS	-3 967 937	
<b>TOTAL</b>	<b>2 513 083 424</b>	<b>2 586 706 773</b>
<b>SUBVENTIONS FOREEQUIPEMENT RECEIVED</b>	33 180 000	44 240 000
<b>PROVISIONS FOR LOSS &amp; CHARGES</b>	425 791 985	418 028 956
<b>MEDIUM &amp; LONG TERM DEBTS</b>		
DEPOSITS & GUARANTEES RECIEVED	6 600 000	6 600 000
CASH RECEIVED FROM RETROCESSIONNAIRES TO MEET TECHNICAL COMMITMENTS	1 659 767 797	354 725 473
<b>TOTAL</b>	<b>823 594 429</b>	<b>752 782 237</b>
<b>TECHNICAL PROVISIONS</b>		
<b>LIFE CLASSES</b>	<b>6 593 537 989</b>	<b>3 229 600 156</b>
MATHEMATICAL PROVISIONS	3 868 450 424	2 041 922 899
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	2 725 087 565	1 187 677 257
<b>ELEMENTARY CLASSES</b>	<b>32 605 326 211</b>	<b>33 145 290 819</b>
PROVISIONS UNEARNED PREMIUM	4 709 762 764	4 692 443 309
PROVISIONS FOR REPORTED CLAIMS	27 895 563 447	28 452 847 510
<b>TOTAL</b>	<b>39 198 864 200</b>	<b>36 374 890 975</b>
<b>SHORT TERM DEBTS</b>		
COMPANIES WITH CREDIT BALANCES	5 821 068 910	5 298 177 441
OTHER CREDITORS	683 552 270	419 466 430
SUSPENSE ACCOUNTS (LIABILITIES)	598 027 363	533 598 031
BANKS & POSTAL CHEQUES	258 942	
<b>TOTAL</b>	<b>7 102 907 485</b>	<b>6 251 241 902</b>
<b>NET INCOME (PROFIT FOR THE YEAR)</b>	<b>4 113 881 839</b>	<b>3 781 095 690</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>90 530 885 463</b>	<b>82 648 242 812</b>



OPERATING INCOME STATEMENT YEAR 2017				
DEBIT	OPERATIONS GROSS	OPERATIONS RETROCEDED	OPERATIONS NET 2017	OPERATIONS NET 2016
<b>I . LIFE - CLASSES (L)</b>				
CLAIMS				
Claims paid	1 397 284 316	0	1 397 284 316	1 709 337 118
Add : provisions for reported claims at year end	2 725 087 565	1 383 333 333	1 341 754 232	1 149 010 157
Deduct: provisions for reported claims at begining of the year	1 150 114 356	38 667 100	1 111 447 256	812 868 158
<b>NET CLIAMS FOR THE YEAR</b>	<b>2 972 257 525</b>	<b>1 344 666 233</b>	<b>1 627 591 292</b>	<b>2 045 479 117</b>
<b>COMMISSIONS &amp; BROKERAGE FEES</b>	<b>1 254 842 831</b>	<b>22 513 780</b>	<b>1 232 329 051</b>	<b>1 134 945 322</b>
<b>II . NON-LIFE CLASSES (NL)</b>				
CLAIMS				
Claims paid	20 843 288 074	3 084 833 104	17 758 454 970	15 141 348 270
Add : provisions forreported claims at year end	27 895 563 447	7 746 898 089	20 148 665 358	22 225 665 812
Deduct: provisions for reported claims at begining of the year	26 832 037 749	6 227 129 639	20 604 908 110	23 028 861 094
<b>NET CLAIMS FOR THE YEAR</b>	<b>21 906 813 772</b>	<b>4 604 601 554</b>	<b>17 302 212 218</b>	<b>14 338 152 988</b>
<b>COMMISSIONS &amp; BROKERAGE FEES</b>	<b>9 084 636 237</b>	<b>366 477 442</b>	<b>8 718 158 795</b>	<b>8 350 252 773</b>
<b>III . OTHER CHARGES</b>				
PERSONNEL EXPENSES				
WORKS, SUPPLIES AND EXTERNAL SERVICES				885 332 125
TRANSPORTS & TRAVEL EXPENSES				
MISCELLANEOUS EXPENSES				
FINANCIAL CHARGES				
DEPRECIATION EXPENSES AND PROVISIONS FOR LOSSES				521 828 421
<b>TOTAL OTHER CHARGES</b>			<b>5 616 068 926</b>	<b>5 376 311 761</b>
<b>RESULT :OPERATING INCOME FOR THE YEAR</b>			<b>5 626 397 239</b>	<b>5 576 259 387</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>40 122 757 521</b>	<b>36 821 401 348</b>

**OPERATING INCOME STATEMENT YEAR 2017**

CREDIT	OPERATIONS BRUTES	OPERATIONS RETRO-CEDEES	OPERATIONS NETTES 2017	OPERATIONS NETTES 2016
<b>I . LIFE BRANCHES (L)</b>				
PREMIUM NET OF CANCELLATIONS	7 409 071 613	1 543 229 053	5 865 842 560	4 871 495 491
Add : mathematical provisions At begining of the year	2 036 304 792	92 801 041	1 943 503 751	1 696 748 121
Deduct : mathematical provisions at year end	3 868 450 424	1 195 509 089	2 672 941 335	1 949 121 858
<b>NET PREMIUM EARNED</b>	<b>5 576 925 981</b>	<b>440 521 005</b>	<b>5 136 404 976</b>	<b>4 619 121 754</b>
<b>II . NON-LIFE CLASSES (NL)</b>				
PREMIUM NET OF CANCELLATIONS	<b>38 927 495 079</b>	<b>5 909 687 956</b>	<b>33 017 807 123</b>	<b>29 321 891 586</b>
Add: provisions for unearned premium At begining of the year	4 426 370 061	338 445 007	4 087 925 054	5 062 097 044
Deduct : provisions for unearned premium at year end	4 709 762 764	502 777 866	4 206 984 898	4 353 998 302
<b>PREMIUM EARNED FOR THE YEAR</b>	<b>38 644 102 376</b>	<b>5 745 355 097</b>	<b>32 898 747 279</b>	<b>30 029 990 328</b>
<b>III . FINANCIAL INCOME</b>			<b>2 081 605 266</b>	<b>2 171 344 266</b>
INTEREST CHARGES			872 527 395	1 045 375 994
LOAN INTERESTS AND OTHER INCOME			819 161 339	803 207 008
INTERESTS FROM CASH DEPOSITS WITH CEDANTS			389 916 532	322 761 264
<b>IV . OTHER INCOME</b>			<b>6 000 000</b>	<b>945 000</b>
MISCELLANEOUS INCOME			6 000 000	945 000
<b>TOTAL III + IV</b>			<b>2 087 605 266</b>	<b>2 172 289 266</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>40 122 757 521</b>	<b>36 821 401 348</b>



<b>PROFI &amp; LOSS ACCOUNTING YEAR 2017</b>		
<b>DEBIT</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Loss from prior year operations	133 940 485	62 689 403
Non- Operating provision charges	886 182 383	1 449 559 277
Exchange losses	224 260 189	122 126 345
Other exceptional charges	464 038 037	359 744 602
<b>Net Profit for the year</b>	<b>4 113 881 839</b>	<b>3 781 095 690</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 822 302 933</b>	<b>5 775 215 317</b>

<b>CREDIT</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Operating Income for the year</b>	<b>5 626 397 239</b>	<b>5 576 259 387</b>
Profits from prior year operations	41 490 626	13 124 455
Non- Operating provision reversals	120 204 251	108 227 390
Exchange gains	10 933 895	9 507 166
Other miscellaneous exceptional profits	23 276 922	68 096 919
<b>TOTAL</b>	<b>5 822 302 933</b>	<b>5 775 215 317</b>

	ITEMS	NOTE	2017	2016
<b>CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES</b>				
	<b>Income before financial income and expenses, taxes and exceptional items</b>		<b>3 664 937 027</b>	<b>3 491 621 511</b>
	<i>Elimination of income &amp; charges with minor impacts on cash or</i>			
-	depreciation expenses & provisions net of reversals ( B6 than those related to short term assets)		434 790 739	483 909 212
+	Provision reversals		(149 935 280)	(110 016 658)
=	<b>Operating Gross Result</b>		<b>3 949 792 486</b>	<b>3 865 514 065</b>
<b>Movements in the operating working capital shortage</b>				
-	Variation of short term operating receivables		(4 925 159 154)	(3 127 984 034)
+	Variation of short term liabilities		4 889 002 092	(68 544 491)
=	<b>Net Operating Cash Flow</b>		<b>3 913 635 424</b>	<b>668 985 540</b>
Other cash collections & disbursements related to the activities				
-	Financial Expenses		(120 145 054)	(86 706 390)
+	Financial Income		2 081 605 266	2 171 344 266
-	Exceptional charges related to the activities		(1 708 421 094)	(1 994 119 627)
+	Exceptional Income related to the activities		195 905 694	198 955 930
=	<b>Net cash generated by the activity (A)</b>		<b>4 362 580 236</b>	<b>958 459 719</b>
<b>CASH FLOWS FROM INVESTMENT ACTIVITIES</b>				
-	Acquisition of property & Equipment		(4 551 732 135)	(2 287 874 581)
+	Release of financial Assets		0	136 747 383
+/-	Movement in other accounts (Creditors & Debtors) related to fixed assets			
=	<b>Net cash used in investing activities (B)</b>		<b>(4 551 732 135)</b>	<b>(2 151 127 198)</b>
<b>CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES</b>				
+	Proceed from share premium during the period		0	0
+	Capital paid-up during the year		0	0
-	Dividend paid		(1 135 000 000)	(1 000 000 184)
-	<b>Net cash used in financing activities (c)</b>		<b>(1 135 000 000)</b>	<b>(1 000 000 184)</b>
<b>MOVEMENT IN CASH &amp; CASH EQUIVALENT (A + B + C)</b>				
			<b>-1 324 151 899</b>	<b>-2 192 667 663</b>
+	Cash at the beginning of the year		18 547 005 305	20 739 672 968
=	<b>CASH at the end of the year</b>		<b>17 222 853 406</b>	<b>18 547 005 305</b>



## **THIRTY SIXTH (36<sup>TH</sup>) ORDINARY GENERAL ASSEMBLY OF SHAREHOLDERS OF CICA-RE JUNE 28-29, 2018- YAOUNDÉ (REPUBLIC OF CAMEROON)**

### RESOLUTIONS

#### **First Resolution - Relating to the approval of the reports of the Board of Directors and the External Auditor (Fiscal year 2017)**

The Ordinary General Meeting, having reviewed the report of the Board of Directors and the Statutory Auditors' reports on the financial statements and regulated agreements, approves the said reports as well as the financial statements for the year ended December 31, 2017 that they are presented.

Consequently, it discharges the Directors for their management in respect of the 2017 financial year.

#### **Second Resolution-Relative to the assignment of the result**

The Ordinary General Meeting, noting that the profit for the financial year 2017 amounts to four billion one hundred and thirteen million eight hundred and eighty one thousand eight hundred and thirty nine (4 113 881 839) FCFA, decides to allocate it as follows:

Legal reserve (1/10 of the profit of the year)	411 388 184 FCFA
Optional Reserve	2 442 493 655 FCFA
Profit to be distributed	1 260 000 000 FCFA
-----	-----
TOTAL	4 113 881 839 FCFA

#### **Third resolution- Relating to the conditions governing the performance of the duties of Director**

The Ordinary General Shareholders' Meeting, decides to fix the total annual remuneration of the Board to an amount of one hundred and five million eight hundred and twenty thousand (105 820 000) FCFA, effective January 1, 2018, for the Council to ensure the division.



#### **Fourth Resolution- Relating to the election of Director**

The Ordinary General Meeting, in accordance with the provisions of Article 21.1 of the Revised Agreement of October 4, 2017 in Paris (French Republic) creating CICA-RE, elects, as Directors, a mandate covering the period remaining from the term of office of their predecessors, from June 30, 2018 until the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements for the 2019 financial year, the following persons:

- Mr MAHAMAT Ibrahim Kossi representing the TOGO-TCHAD group of States,
- Mr BACKY Jules Anicet representing the MALI-RCA-NIGER group of states.

#### **Fifth Resolution- Relating to the appointment of the External Auditor**

The Ordinary General Meeting, on the proposal of the Board of Directors, appoints for a term of three (3) years covering the financial years 2018; 2019 and 2020:

- Mansour GAYE, Managing Partner of the firm GRANT THORNTON SENEGAL, as Statutory Auditor;
- Mrs. Maryse ADOTEVI, Managing Partner of the Cabinet DELOITTE TOGO, as Alternate Auditor.

#### **Sixth Resolution- Relating to the date and place of the next Ordinary General Meeting**

The General Assembly received the invitations of the Ivory Coast and Gabon for the organization of the 37<sup>th</sup> and 38<sup>th</sup> Ordinary General Assemblies, respectively in Abidjan and Libreville.

#### **Seventh Resolution- Relating to the host country's thank you motion**

The Ordinary General Assembly expresses its sincere thanks to the Government of Cameroon for the welcome, the hospitality and all the facilities that made it possible to hold, successfully, its 36<sup>th</sup> meeting in Yaoundé.

The Ordinary General Assembly asks its President to transmit, through the competent authorities, to the Head of State, the Government and the people of Cameroon, his gratitude for the support given to CICA-RE and for the generous demonstration of fraternity and friendship for participants from different countries.



## **THE 36<sup>TH</sup> SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY**



Opening ceremony of the 36<sup>th</sup> ordinary Assembly. Family pictures



Opening ceremony. Présidium





*Work of the 36<sup>th</sup> ordinary Assembly*



*Gala dinner. The high table*



*Partial view of the gala dinner*



*Presidente NLEND, giving the certificate of attendance to participant*





*The General Director Mr. KOUAME giving the certificate of attendance to participant*



*The Director Mr. EZO'O ENGOLO giving the certificate of attendance to participant*



**Joint Reinsurance Company Of Member States Of  
The Inter-African Conference For Insurance Market**



Joint Reinsurance Company Of Member States Of  
The Inter-African Conference For Insurance Market

# ANNUAL REPORT 2017

